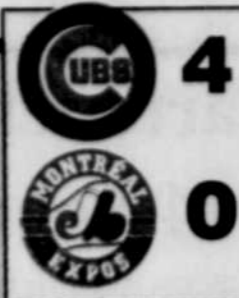


Une victoire des Islanders a éliminé les Nordiques



cahier SPORT

Des cartouches à 14 \$ au Village-des-Hurons



page A-2

Après une faible lueur d'espoir, le petit Etienne est décédé



page A-3

Etienne POULIOT

INVESTISSEMENT GARANTI À INTÉRÊT COMPOSÉS Éligible au REER  
7 ans à 3 mois  
Intérêt composé  
Coupons Hydro Québec  
Garanti  
Minimum 5 300,00\$  
Pourrait devenir 10 000\$  
9,15%  
Marcel Croteau  
418-647-4888  
NESBITT THOMPSON  
\* Surtout à l'achat de biens immobiliers. Taux en date du 3 avril 1994.

# LE SOLEIL

Les Industries Tolbec Inc.  
REVÊTEMENT TOLE ÉMAILLÉE  
TOLBEC  
Tél.: (418) 872-3V38  
1780, route de l'Aéroport, Sainte-Foy  
C.P. 70, L'Ancienne-Lorette G2E 3M2

SAMEDI 9 AVRIL 1994

QUÉBEC, 96<sup>e</sup> ANNÉE, NO 100  
100 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 T.P.S. 0.24 4.04 T.V.Q. 0.30

MONTREAL - OTTAWA 1.50 Plus T.P.S. T.V.Q.

1,35\$ Plus T.P.S. T.V.Q.

LE SOLEIL  
MAXIMUM Sports



Le Survivant

Demain, dans notre Maximum Sports : Beauport goûte enfin aux joies des séries et seul Hervé Lapointe a survécu aux quatre années d'attente.

LES ARTS

Suicide du chanteur du groupe Nirvana



Kurt Cobain, chanteur de Nirvana, l'un des groupes de rock les plus populaires du monde, s'est suicidé hier chez lui à Seattle. Il se serait tiré une balle dans la tête. A-2

Roch Volsine sur les traces de Céline Dion

Le chanteur n'envie aucunement Céline. « Nous avons deux carrières différentes. Et Céline, avec son succès, m'ouvre les portes aux États-Unis. » C-11

LE MONDE

Des paras français se déploient au Rwanda

La conclusion d'un cessez-le-feu à Kigali et la formation d'un gouvernement provisoire n'empêchent pas Paris de voler au secours de siens. B-11

L'ÉDITORIAL

Autre version de l'école publique

La laïcité de l'école publique que prônera la CEQ risque de pénaliser les familles qui inscrivent leurs enfants à l'enseignement religieux. A-12

L'INDEX

Annonces classées	E-8 à E-10
Cahier G	
Arts	C-1 à C-11
Bridge	G-12
Bonne chère	E-1 et E-2
Carnières	E-3 à E-6
Décès	E-11 et E-12
Dossier	A-11 et A-13
Économie	B-1 à B-8
Éditorial	A-12
Habitat	Cahier F
Horoscope / Mot mystère	G-11
Le Monde	B-10 à B-12
Le monde des fonctionnaires	A-4
Mot fléché	G-12
Où aller à Québec	C-9
Tourisme	D-1 à D-7

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés	S-14

LA MÉTÉO

Nuageux, un peu de neige fondante en après-midi, max. 3, min. 2. S-16

## 15 000 cas Maraloï au pays

QUÉBEC — L'expérience pathétique que vit la famille Maraloï depuis des mois n'a rien d'une exception dans les annales d'Immigration Canada. Les statistiques du gouvernement fédéral démontrent qu'il y a actuellement 15 000 étrangers « en sursis » au pays.

par VINCENT MARISSAL  
LE SOLEIL

Les motifs humanitaires invoqués par ces milliers de revendicateurs n'ont pas su convaincre les commissaires de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), qui ont donc refusé d'accorder l'asile politique.

En principe, comme c'est le cas pour les Maraloï, ces dossiers devraient se régler par la déportation ou le départ volontaire des revendicateurs. Mais malgré la décision négative de la CISR, ces demandeurs sont toujours ici parce que le Canada considère que l'instabilité politique de leur pays d'origine représente un danger pour leur sécurité.

Paradoxalement, le Canada ne reconnaît pas ces étrangers comme des réfugiés au sens de la Convention de Genève, mais admet cependant qu'ils courent un grand danger en retournant chez eux. Pour ces 15 000 personnes, cette situation perdure depuis plus d'un an. C'est le cas, entre autres, des ressortissants afghans, chinois, iraniens, irakiens, somaliens

et ceux qui ont fui l'ex-Yougoslavie. Des Salvadoriens, Cubains, Éthiopiens, Guatémaltèques et Haïtiens ont également bénéficié de sursis.

Osvaldo Nunez, député bloquiste de Bourassa et critique officiel dans le dossier de l'immigration, affirme qu'il y a actuellement 70 ressortissants salvadoriens en sursis à Montréal seulement. « Je suis aussi au courant du cas d'un autre Salvadorien menacé d'expulsion qui vit dans le sous-sol d'une église de Calgary depuis quatre mois », disait M. Nunez dans une entrevue au SOLEIL.

Selon Gerry Maffre, du ministère de l'Immigration, « il n'y a pas de moratoire automatique en vigueur pour aucun pays, mais on ne pousse pas la déportation pour le moment parce qu'il y a des problèmes politiques dans certains pays. Seuls les criminels notoires sont déportés. »

Le nombre et surtout la durée des « sursis » accordés au cours des dernières années commencent à donner des maux de tête aux fonctionnaires d'Immigration Canada et davantage encore à leur patron, le ministre Sergio Marchi.

Assez pour que celui-ci demande à deux avocats chevronnés de Toronto de se pencher sur la question des motifs humanitaires. Lorn Waldman et Susan Davis, spécialisés en immigration, rendront prochainement leurs recommandations au ministre. Le rapport et les intentions de M. Marchi devraient être rendus publics par la suite, selon M. Maffre.

« Il n'est pas question d'amnistie totale, indique M. Maffre, mais le ministre veut régler le sort des étrangers en sursis au plus vite. D'ici l'été, probablement. »

Les 15 000 aspirants réfugiés qui sont toujours en sursis ne sont pas les seuls étrangers en situation précaire. Le Canada compte aussi 20 000 revendicateurs en

tente d'une audition ou d'une décision de la Commission.

Dossier en page A-11

### La chapelle Sixtine tout éclatante



Le pape Jean-Paul II a célébré la messe hier dans la chapelle Sixtine à l'issue des travaux de restauration qui ont duré 14 ans. Derrière lui, la fresque de Michel-Ange, le Jugement dernier, a ainsi retrouvé sa splendeur d'origine.

page E-14

### Vachon riposte à l'arrivée des petits gâteaux américains

QUÉBEC — Des petits gâteaux américains qui s'affichent en anglais et dans un français timide sont apparus cette semaine dans les supermarchés de Québec. Vachon, touché par une grève depuis deux semaines, a appliqué à des sous-traitants la livraison de ses produits dans l'Est du Québec.

par MARCO FORTIER  
LE SOLEIL

« On perd 100 000 \$ de ventes par jour. On ne peut se permettre ça longtemps », dit le porte-parole de Vachon, Michel Dufour, pour expliquer cette hausse de ton dans la « guerre des p'tits gâteaux ».

Les 65 livreurs et employés d'entrepôt de Vachon dans l'Est du Québec ont déclenché la grève voilà exactement deux semaines pour protester contre un changement d'horaire. Ils refusent de travailler le samedi.

Depuis, les concurrents ont envahi les tablettes. Un petit fabricant de Shawinigan-Sud, la pâtisserie Chevalier, a ainsi augmenté ses ventes de 50 % dans l'Est depuis le début du conflit chez le concurrent.

En outre, une compagnie de Québec, Distribution Karo enr., a vu le jour cette semaine. La propriétaire, Carole Mercier, vend des gâteaux américains qu'elle achète à Montréal.

« On travaille presque jour et nuit », dit la femme d'affaires de 41 ans, une vendeuse d'eau de Javel qui a perdu son emploi en janvier. « C'était ça (vendre des gâteaux) ou le chômage. »

Distribution Karo a vendu 180 caisses de 16 boîtes de gâteaux en trois jours, dans une quinzaine de supermarchés de la région. Des gâteaux « Little Debbie », fabriqués aux États-Unis. Voyez ainsi l'étalage du Métro du boulevard Neilson à Sainte-Foy : Strawberry Shortcake Rolls, Fudge Brownies,

Devil Squares, Swiss Cakes Rolls, Choco Cakes, Star Crunch.

« Ils sont délicieux », dit Carole Mercier. Mais la bouchée risque de passer de travers pour certains amateurs de pâtisserie « française ». Parce que les emballages sont en anglais. Seule une petite étiquette, collée par le distributeur, indique les ingrédients en français.

« Illégal », dit-on à l'Office de la langue française. La loi 101 exige que « le français l'emporte sur les autres langues » sur les emballages, indique le conseiller en francisation Jean-Pierre Bélanger.

Il faut qu'une plainte soit portée pour que l'Office intervienne. L'organisme donnerait ainsi de trois à six mois au distributeur et au fabricant pour se conformer à la loi.

Par ailleurs, en faisant appel à des compagnies de transport pour livrer ses gâteaux, Culinar, qui exploite l'usine Vachon de Sainte-Marie de Beauce, affirme être certaine d'être en loi.

« Ce n'est pas comme si on faisait travailler nos employés des autres régions dans nos entrepôts en grève », plaide Michel Dufour.

Culinar a « embauché » les firmes Transit Henri IV à Québec, Morneau à Rivière-du-Loup et Nolitrex à Jonquière. La compagnie estime reprendre un peu plus de la moitié de ses ventes d'avant le conflit.

Patrons et syndicat ont discuté toute la journée hier, sous l'égide du conciliateur Jean Poirier, sans réussir à s'entendre.

### Des boursiers de l'ACDI ne rentrent pas dans leur pays

QUÉBEC — Malgré un engagement écrit de retourner travailler dans leur pays, des boursiers de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) qui étudient gratuitement ici restent au Canada, et l'ACDI ne peut assurer que son aide, 22 millions \$ par année pour la formation de 7000 étudiants étrangers, se rend bien à destination.

par SOPHIE COUSINEAU  
LE SOLEIL

Faute de suivi, l'ACDI ignore de plus le nombre de boursiers qui rompent leur promesse et ce, même si elle offre des bourses depuis 1968.

Les bourses de l'ACDI encouragent l'essor économique autonome de pays en voie de développement (PVD). En 1991, le Canada a accueilli 6819 étudiants; en 1992, 6923. L'aide ainsi versée au cours de l'exercice 91-92 totalisait 22,47 millions \$, d'après les données de l'Agence.

Les responsables interrogés estiment entre 80 et 90 % le taux de retour des boursiers. « La proportion est certainement au-dessus de 80 %, et il y a peut-être un 15 % que l'on ne peut pas contrôler. C'est une forme d'exode de cerveaux », dit Gilles Blanchet, gestionnaire d'évaluation de l'ACDI.

Un ancien boursier qui a étudié au Québec a expliqué au SOLEIL

qu'il avait obtenu son statut d'immigrant reçu sans être inquiété outre mesure par l'Agence. « Je me suis marié, je suis resté », dit-il. Cet homme, qui refuse d'être identifié, poursuit ses études en attendant de trouver du travail, et il n'envisage pas un retour aux sources pour bientôt : « On verra comment cela va se passer ».

L'Agence se fie sur l'engagement écrit des boursiers pour assurer leur retour. Jean-Paul Broudehous, directeur de la coopération au ministère de l'Éducation du Québec, qui gère les bourses de la Francophonie pour l'ACDI, émet des réserves sur la valeur de cette promesse.

« Un boursier peut toujours se prévaloir des lois de l'immigration pour devenir Canadien, dit-il. Et rien ne nous dit (qu'après être retourné dans son pays), il ne revient pas au Canada après une semaine ou qu'il ne part pas aux États-Unis ou en Europe. »

Cette absence de contrôle fait rugir des ressortissants de pays en voie de développement. « L'aide

ne sert pas aux pays à qui elle est destinée », dit Nsinda Zinga, un Congolais qui étudie à l'université Laval. « Qu'ils tournent leur dos à leur pays et à l'ACDI, soit. Mais qu'ils paient leurs frais de scolarité comme tout le monde. Sinon, c'est du vol », dit Hamadou Soumaré, un Guinéen aussi à Laval qui dit connaître une dizaine de boursiers restés ici.

L'ACDI ne dispose en effet d'aucun mécanisme pour récupérer les sommes versées aux boursiers qui rompent leur promesse. Le lauréat d'une bourse de la Francophonie, qui ne paie pas de frais de scolarité, reçoit par exemple un billet d'avion aller-retour, une prime d'installation de 1600 \$ et 1000 \$ par mois, entre autres.

Robert Peck, attaché de presse d'André Ouellet, ministre des Affaires étrangères responsable de l'ACDI, minimise l'importance des abus. « Il y a toujours une minorité de gens qui ne respecte pas les règles du jeu, dit-il. Je ne suis pas convaincu qu'il existe des problèmes majeurs. » Mais aucune donnée ne prouve le contraire. « Ce sont des statistiques que nous ne pouvons tenir », dit Josée Lamothe, relationniste de l'ACDI.

Autre texte en page A-9

## Le chanteur de Nirvana se suicide

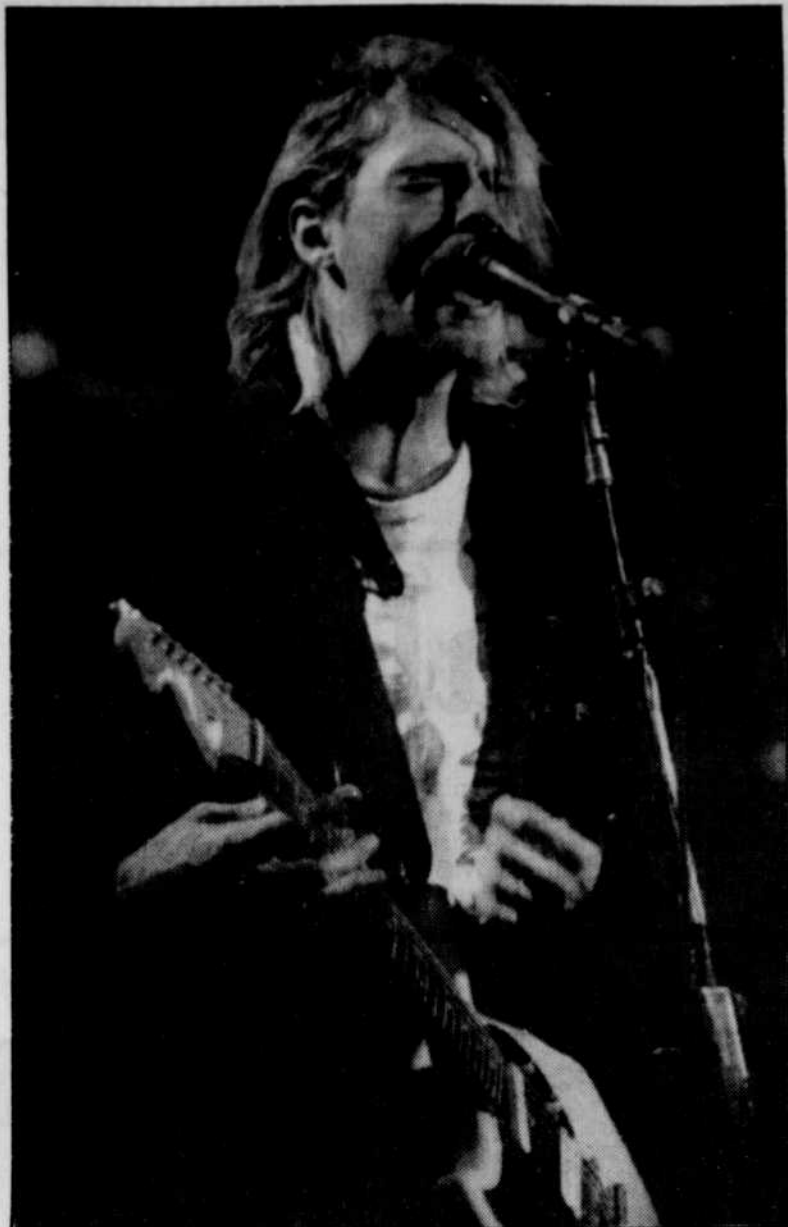
SEATTLE (Reuter, AFP) — Kurt Cobain, chanteur de Nirvana, l'un des groupes de rock les plus populaires du monde, s'est suicidé hier à son domicile de Seattle.

Le corps du chanteur de 28 ans a été découvert par un électricien venu effectuer des travaux, hier matin. Selon la police, Cobain se serait tiré une balle dans la tête, une lettre posée près de son cadavre annonçant son suicide. Selon des radios de Seattle, le corps semblait sans vie depuis au moins deux jours.

En mourant en pleine gloire, comme un Jimmy Dean ou une Janis Joplin, Cobain est pratiquement certain de se garantir une légende. Il était le symbole de la « grunge generation » (littéralement la génération « crade », sale), porte-parole d'une jeunesse qui n'avait jamais accepté de devoir grandir dans l'Amérique de Ronald Reagan et de George Bush et pour qui la musique représentait une porte sur l'évasion.

Avec ses albums *Nevermind* (1991), *In utero* (1993), les chansons *Smells like teen spirit* (un hymne à la jeunesse qui s'ennuie) ou *Come as you are*, Nirvana fit connaître au monde entier une ville du nord-ouest des États-Unis, le port de Seattle (dont peu se souvenaient qu'il fut le lieu de naissance de Jimi Hendrix).

À travers Nirvana, Seattle devint à la fin des années 80 et au



Issu d'un foyer brisé, Kurt Cobain avait canalisé ses frustrations dans un rock dérivé du punk qui a eu un impact mondial sur les jeunes avec des chansons comme « Smells Like A Teen Spirit » et « Lithium ».

début des années 90 une Mecque musicale comme le fut le Liverpool des Beatles dans l'Angleterre pop des années 60 ou Nashville pour la musique country. Nirvana, c'était aussi le retour à un certain esprit du rock, un côté romantique, une réponse cinglante aux Bon Jovi, Madonna, Phil Collins, Mariah Carey dominant le hit-parade des années 90.

Le succès du groupe de Cobain — qui prit l'industrie du disque par surprise — ouvrit la porte à une multitude de groupes grunge, pour la plupart issus de la même ville : Soundgarden, Alice in Chains, Pearl Jam, autant de formations qui triomphent actuellement dans le hit-parade américain.

Kurt Cobain ne s'était jamais fait au succès et ce n'était pas une coquetterie de star. En 1992, son mariage avec la chanteuse Courtney Love (elle-même leader du groupe Hole et personnage haut en couleurs) ne semble pas le calmer. Mieux même, alors que son épouse est enceinte de leur fille Frances Bean, le couple défraie la chronique pour ses problèmes de notoriété publique avec la drogue. Pendant l'année 92, les bruits les plus alarmistes ont circulé sur l'état de santé de Cobain. Des concerts sont annulés.

Le 4 mars dernier, Cobain fut hospitalisé à Rome, à la suite d'une surdose de somnifères. Il prenait justement du repos chez lui à Seattle au moment de son suicide.

## Cartouche de cigarettes à 14 \$ chez les Hurons

QUÉBEC — Malgré la baisse importante de taxes sur le tabac, des détaillants du Village-des-Hurons ont encore trouvé le moyen de vendre des cigarettes à meilleur prix que partout ailleurs.

Un reportage de la télévision de Radio-Canada montrait hier qu'il est possible de se procurer une cartouche de cigarettes à 14 \$ dans au moins deux commerces du Village-des-Hurons, La Huronne et Artisanat Gros-Louis.

Depuis la baisse des taxes décréte par Ottawa et Québec, la cartouche (huit paquets) de cigarettes canadiennes se vend entre 19 \$ et 22 \$. Les Hurons vendent des cigarettes de marque Canada Goose, vraisemblablement fabriquées en Ontario par les Mohawks.

Curieusement, on trouve aussi

des cigarettes de marque Rothmans au même prix en provenance du Royaume-Uni. La compagnie Rothmans a confirmé que ces cigarettes proviennent bel et bien d'une de ses usines au Royaume-Uni, mais a dit ignorer comment ces paquets peuvent se retrouver au Québec.

Le ministère du Revenu du Québec n'était pas au courant des ventes à rabais de cigarettes au Village-des-Hurons. Des fonctionnaires du Revenu devraient enquêter sur ces commerces.

En cachant la caméra dans un sac, l'équipe de Radio-Canada a réussi à tourner des images dans les deux commerces.

### ■ Un piéton perd la vie

SAINT-ANSELME — Un homme de 51 ans est mort jeudi soir vers 21 h quand il a été happé par une automobile à Saint-Anselme. Selon le rapport de police, Rock Duclos tentait de traverser le carrefour Taschereau et Sainte-Anne en courant. Une conductrice l'a vu au dernier instant et n'a pu l'éviter. M. Duclos s'est écrasé tête première contre le pare-brise et est mort sur le coup.

### ■ Incendie d'un hangar

SAINT-FOY — Le feu a provoqué pour 50 000 \$ de dommages à un hangar situé au 7075, boulevard Hamel, vers 22 h 45, jeudi. Les nombreux véhicules et équipements qui se trouvaient à l'intérieur ont pu être sauvés des flammes. La police de Sainte-Foy enquête pour déterminer la cause du sinistre.

### ■ Fuite de diesel

CHARLESBOURG — Les pompiers de Lac-Beauport et des employés du ministère de l'Environnement ont localisé et éliminé la source d'une légère fuite de diesel dans la rivière Jaune, hier vers 18 h. Une vingtaine de litres de carburant se serait déversés dans le cours d'eau.

## Accusé de l'homicide involontaire d'Anthony Griffin L'ex-agent Allan Gosset est acquitté pour la deuxième fois

MONTREAL (PC) — L'ex-policier Allan Gosset a été acquitté de l'accusation d'homicide involontaire, hier, relativement à la mort d'Anthony Griffin, un Noir tué d'un coup de feu à Montréal, le 11 novembre 1987.

La porte-parole du jury a cafouillé en annonçant ce verdict devant le juge Réjean Paul, de la cour supérieure : « Coupable... Euh, non coupable. »

La femme a alors porté la main à sa tête, incrédule devant son lapsus. Durant ces instants d'incertitude, Gosset n'a pas bronché.

Le juge Paul a tenu à remercier le jury, huit hommes et quatre femmes, pour leur travail durant le délibéré qui a requis plus de 20 heures pendant trois jours.

Puis quand la salle se vidait, l'acquétté de 44 ans a courbé la tête et a été secoué par des sanglots, pendant qu'il était réconforté par des amis.

Gosset a été libéré de la même accusation lors d'un premier procès en 1988.

L'avocat de la défense, Jean-Claude Hébert, affirme que son

client n'a jamais été pessimiste durant la longue attente pour l'annonce du verdict « mais il était anxieux. L'attente, c'est ce qu'il y a de plus épouvantable. »

Affirmant que le policier avait été « poli et correct » envers Griffin le jour où il a été tué d'une balle dans le front, l'avocat dit ne pas comprendre les accusations de brutalité et de racisme portées contre Allan Gosset par des proches de la victime.

### Par accident

Ce 11 novembre, Anthony Griffin avait tenté un moment de fuir, dans la cour d'un poste de police de la CUM, mais s'était arrêté et tourné vers le policier. Celui-ci a sorti son pistolet mais il a toujours nié, par la suite, avoir visé la victime et proclamé que le coup était parti par accident.

Selon l'avocat Hébert, Gosset a déjà affirmé qu'il était « malheureux de cet accident. Je suis con-

vaincu qu'il ne l'a jamais oublié », et selon lui, le jury aussi a conclu à l'accident malheureux et au fait que son client « n'a certainement pas été négligent ».

### Appel?

Le procureur de la Couronne Jacques Trudel compte se pencher sur des aspects des directives données au jury par le juge Paul, avant de décider d'aller ou non en appel du verdict. Il a 30 jours pour le faire.

Selon M. Trudel, le magistrat a au moins évité les mêmes erreurs que le juge au premier procès, ce qui avait amené la Cour suprême à en ordonner un second.

Dan Philip, porte-parole de la communauté noire de Montréal, a affirmé que « nous allons l'accepter » même s'il croit que justice n'a pas été faite : « Nous respectons la loi. » Selon lui, il y a eu négligence dans l'usage d'une arme à feu.

Il ne prévoit pas de réactions violentes de la part de la communauté noire mais « on éprouvera de la peine dans des familles ».

Orberth Griffin, père de la victime, affirme que « justice n'a pas été rendue. Les policiers utilisent la loi et peuvent se cacher derrière. Je suis convaincu qu'il a assassiné mon fils mais je ne suis pas surpris par l'acquittement. »

### ■ Appel à la bombe

SAINT-FOY — Les artificiers de la SQ ont fouillé tous les bagages d'un autocar de la compagnie Orléans, peu avant minuit, jeudi, au terminus de Sainte-Foy, après qu'un appel anonyme eut informé les policiers qu'une bombe y avait été placée. Le coup de fil faisait état d'une supposée vengeance d'un mari à l'égard de sa femme qui se trouvait à bord et qu'il voulait « faire sauter ». Les 35 passagers en route vers Montréal ont été forcés d'attendre plus d'une heure avant de monter à bord d'un autre véhicule. Les recherches des artificiers sont demeurées vaines. L'opération s'est terminée vers 4 h.

## Un étudiant en droit coupable de vol

QUÉBEC — Martin Hamel n'a pas retenu les enseignements de Thémis. Le jeune homme de 25 ans, étudiant en droit, a été reconnu coupable, hier, du vol de deux albums de lithographies du peintre Jean Paul Lemieux, évalués à plus de 25 000 \$.

par FRANÇOIS POULIOT  
LE SOLEIL

Résidant de Québec, Hamel a profité d'une visite au domicile d'un médecin de Québec pour commettre son méfait. Subrepticement, il est reparti avec sous le bras les recueils *Jean Paul Lemieux retrouve Maria Chapdelaine* et *Jean Paul Lemieux retrouve la petite poule d'eau*.

Trente-trois reproductions, datées et signées de la main du célèbre artiste étaient colligées dans ces volumes qu'il a ensuite vendus à des galeries d'art pour une somme d'environ 10 000 \$. Avec ce butin, il a notamment pu s'acheter une Mazda 626 usagée.

Conscient des problèmes que pourrait causer à son cheminement professionnel une condamnation criminelle, Martin Hamel a tenté d'obtenir une absolution inconditionnelle, hier.

Le juge Pierre Verdon s'est ce-

pendant dit peu impressionné par l'argument selon lequel il avait consommé de l'alcool lors du délit. Il a en outre souligné qu'il demeurait perplexe sur ses sentiments de culpabilité et sur ses valeurs. Ajoutant que l'intérêt public ne lui permettait pas de consentir à une telle demande, le magistrat lui a imposé une amende de 1500 \$, 18 mois de probation et 100 heures de travaux communautaires.

### LA QUOTIDIENNE

tirage du 8-04-94

3-0-7

4-1-0-5

### INTER-PLUS

136872 gagne 250 000 \$

36872 gagnent 2500 \$

6872 gagnent 250 \$

872 gagnent 25 \$

72 gagnent 10 \$

### MINI-LOTO

72255 gagnent 50 000 \$

22555 gagnent 5000 \$

2555 gagnent 250 \$

555 gagnent 25 \$

55 gagnent 5 \$

72255 gagnent 1000 \$

7225 gagnent 100 \$

722 gagnent 10 \$

L E T R E N T E E T U N<sup>®</sup>



NOUVELLE FORME DROITE

LE POLO LIN ET COTON  
49.95

L'EXCLUSIVITÉ DU 31, LE POLO NOUVELLE FORME, DROITE, CARRÉE  
AVEC PETITES OUVERTURES SUR LES CÔTÉS POUR UNE ALLURE  
DÉCONTRACTÉE... TRICOT LÉGER DE FIBRES NATURELLES, LIN ET COTON,  
BOUTONS DE NACRE. MARINE OU OLIVE. P.M.G.T.G. RÉG. 75.00

la maison

**simons**

PLACE STE-FOY

GALERIES DE LA CAPITALE

VIEUX QUÉBEC

# LA TROIS

# LE SOLEIL

Toute tentative de sortir du pays est risquée

## Situation critique pour les Canadiens au Rwanda

OTTAWA (LE SOLEIL, PC et AFP) — Un petit groupe de Canadiens a réussi à s'échapper du Rwanda pour passer au Burundi, hier. Mais la situation au Rwanda est si grave qu'elle rend périlleuse toute tentative de fuite des 200 Canadiens vivant dans ce pays d'Afrique centrale en proie aux massacres, a déclaré une porte-parole des Affaires étrangères. Mais c'était avant que soit annoncé par l'ONU, hier soir, la conclusion d'un cessez-le-feu et la formation d'un gouvernement de transition.

Les Canadiens, dont la plupart se trouvent dans la capitale, « sont exposés à des risques considérables en raison des combats qui se poursuivent à Kigali et dans les environs », a pour sa part indiqué le ministre canadien des Affaires étrangères André Ouellet, dans un communiqué.

« Pour le moment, il n'est pas possible d'évacuer les Canadiens, cela leur ferait courir davantage de risques », signale un rapport de l'ambassade canadienne transmis aux Affaires étrangères.

La violence ethnique et la guer-

re civile ont entraîné la fermeture de l'aéroport de Kigali, la capitale, a déclaré la porte-parole, Mme Lily Campbell. Ailleurs au pays, les affrontements ont rendu toute évacuation par voie terrestre trop risquée.

Après l'assassinat des présidents du Rwanda et du Burundi, mercredi, et celui de la première ministre du Rwanda, jeudi, la journée d'hier a donné lieu à d'autres fusillades et attaques au mortier. Pendant ce temps, des jeunes armés de machettes et de bâtons allaient de maison en maison en tuant leurs habitants, a dit Mme Campbell.

Mme Linda Carroll, l'attachée de l'ambassade canadienne, rencontrait hier les représentants d'autres gouvernements pour tenter d'aider les Canadiens.

### Inquiétude à Québec

Chantal L'Italien est une Québécoise qui suit attentivement les événements au Rwanda en raison de la présence de sa soeur en sol rwandais.

Odette L'Italien est étudiante en anthropologie. Pour sa thèse de maîtrise, elle s'est rendue au Rwanda en janvier. Hier, les deux soeurs ont communiqué par téléphone, ce qui a rassuré Chantal en partie. Elle sera pleinement rassurée lorsque sa soeur Odette aura réussi à quitter le Rwanda.

Pour l'instant, Odette reste terrée chez les religieuses où elle loge depuis son arrivée au Rwanda. « assise sur son baluchon » prête à quitter ce pays dès que la situation le permettra, et que les

casques bleus pourront assurer la sécurité des ressortissants étrangers.

Notons que le major-général Roméo Dallaire, qui fut commandant de la base de Valcartier pendant deux ans, dirige le contingent des Nations unies au Rwanda. Pendant toute la journée d'hier, le capitaine Pierre Leclerc, responsable des communications à Valcartier, a tenté sans succès de joindre le major-général Dallaire au Rwanda.

### Pas de Canadiens tués

Mme Thérèse Bouchard, responsable de programme au Centre canadien pour les études et la coopération internationales, a indiqué avoir entendu dire qu'un de leurs associés au Rwanda avait été tué, et que plusieurs personnes s'occupant des droits de la personne étaient en danger.

L'ambassade canadienne ne pouvait confirmer que des Cana-

diens aient été tués.

Elle s'efforçait de confirmer les informations selon lesquelles l'épouse canadienne et les deux enfants du ministre du Travail, Landouald Ndasingwa, auraient été tués.

Des incendies faisaient rage dans la capitale alors que rebelles et soldats s'affrontaient autour des édifices gouvernementaux et que des affrontements meurtriers opposaient membres de la minorité tutsie et de la majorité hutue.

L'ordre des Jésuites a fait savoir, depuis Rome, hier, que 11 religieux et huit prêtres, tous des Africains, avaient été tués jeudi au Centre de spiritualité des jésuites à Kigali. Ils appartenaient à la tribu des Tutsis.

Trois jésuites belges et un groupe d'Espagnols qui ont assisté à la tuerie ont été épargnés, a fait savoir un porte-parole.

Autres détails en page B-11

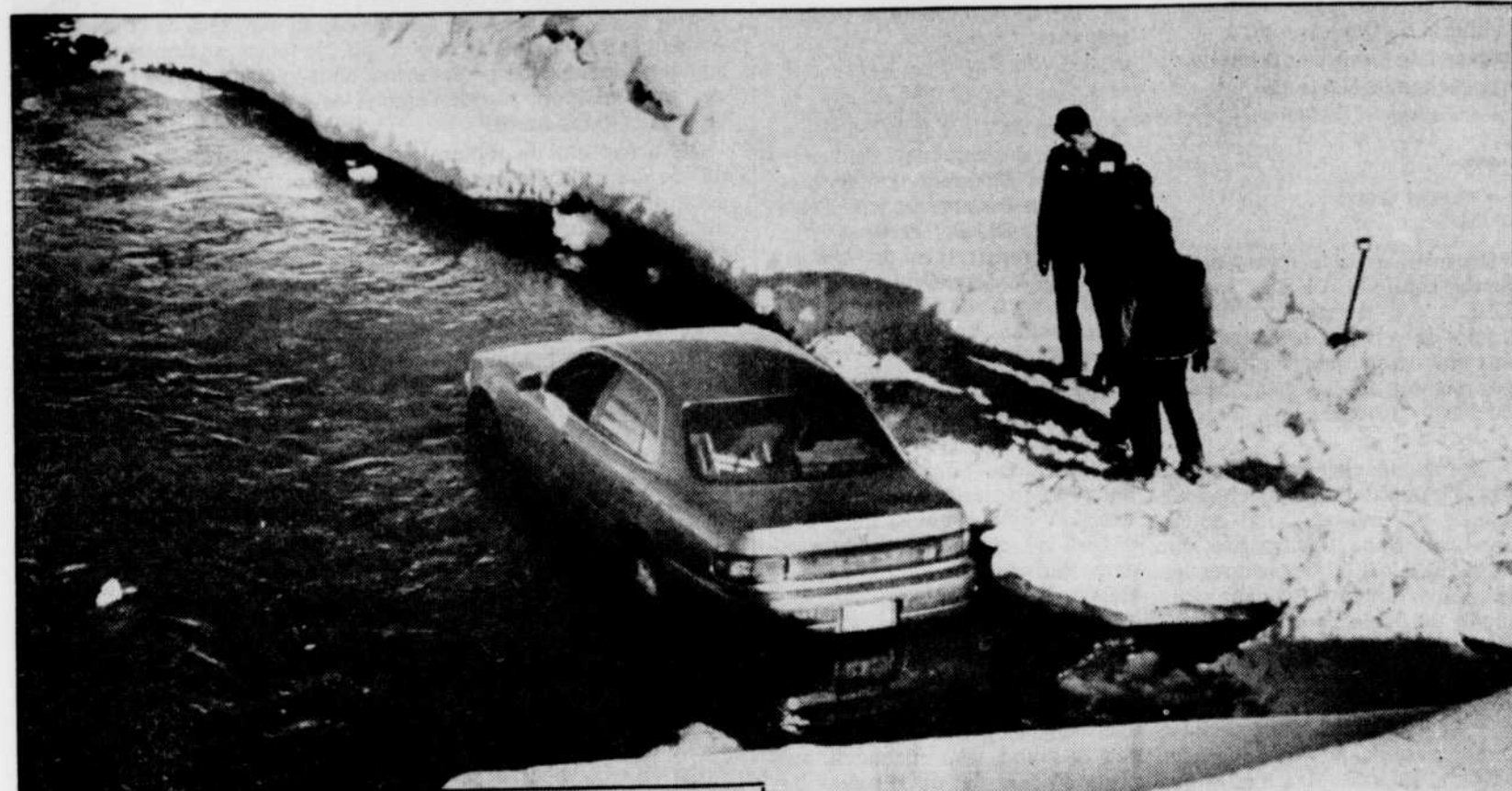
### Affrontements au coeur de l'Afrique

Anciens royaumes, le Burundi et le Rwanda ont été tous deux influencés par l'Allemagne à la fin des années 1800, le Burundi à titre de territoire occupé et le Rwanda à titre de protectorat. Les affrontements ethniques entre les Tutsis au pouvoir et les Hutus, qui forment la majorité, sont signalés dans les deux pays. Les deux groupes ont coexisté pacifiquement jusqu'à la fin de la Grande Guerre, alors que la Ligue des Nations plaçait les deux pays sous la domination de la Belgique. Les pouvoirs de l'élite locale diminuèrent et les tensions apparurent entre les deux groupes ethniques. Depuis les années 60, lorsque ces deux pays

retrouvèrent leur indépendance, les coups d'État et les massacres n'ont fait que se multiplier.



RWANDA:
■ Superficie: 26 338 km carrés
■ Population: 7,5 millions; 90 % hutue, 9 % tutsie, 1 % pygmée
■ Économie: environ 90 % agricole; café, patate douce, banane et haricots.
BURUNDI:
■ Superficie: 28 000 km carrés
■ Population: 5,5 millions; 84 % hutue, 15 % tutsie
■ Économie: environ 93 % agricole; café, haricots, manioc, maïs et cacahuètes. On y extrait aussi du nickel.



L'automobile de Glanna et Marcel Légaré s'est retrouvée dans la rivière du Berger, hier matin. Le couple n'a pas été blessé.

### Un couple fait un petit voyage dans la rivière

QUÉBEC — Un couple de Québec a eu une bonne frousse, hier matin, lorsque leur véhicule s'est retrouvé à la flotte, dans la rivière du Berger, à la suite d'une perte de maîtrise. Il a fallu l'intervention des pompiers pour les sortir de leur fâcheuse position.

par NORMAND PROVENCHER LE SOLEIL

Marcel et Glanna Légaré empruntaient une bretelle donnant accès au boulevard du Vallon Sud, depuis l'autoroute de la Capitale, lorsque l'accident s'est produit, vers 8 h 30.

Leur Toyota Camry a soudainement dérapé sur la chaussée glissante et a descendu une légère pente jusqu'à la rivière, profonde de seulement quelques pieds. L'importante chute de neige de la veille a considérablement ralenti la vitesse du véhicule.

Le couple de sexagénaires a patiemment attendu les secouristes dans leur véhicule. Ce sont finalement les pompiers de Québec, munis de longues bottes, qui les ont ramenés à la terre ferme sans qu'ils aient à mettre les pieds dans la rivière.

« L'eau rentrait tranquillement dans l'auto. Les tapis commençaient à être trempés », a indiqué M. Légaré.

Il a fallu plusieurs heures aux employés d'une compagnie de remorquage pour sortir l'automobile du cours d'eau.

### Le petit Étienne est décédé

QUÉBEC — Après un léger rétablissement de son état qui laissait entrevoir une mince lueur d'espoir, le petit Étienne Bélanger-Pouliot est décédé hier après-midi, à l'hôpital de l'Enfant-Jésus.

par NORMAND PROVENCHER LE SOLEIL

L'enfant de deux ans avait montré des signes encourageants, en soirée, jeudi, mais son état s'est rapidement détérioré hier après-midi. La mauvaise nouvelle a été laconiquement confirmée par l'établissement hospitalier vers 17 h.

Quelques heures plus tôt, les médecins parlaient d'une « situation extrêmement critique ». L'enfant ne respirait plus par lui-même et il avait fallu avoir recours à un respirateur. Le

bambin avait sombré dans un profond coma.

Le long délai au cours duquel l'enfant a été privé d'oxygène aura finalement été fatal. Même à la suite d'un rétablissement miraculeux, les séquelles risquaient d'être lourdes.

Les médecins préféraient attendre encore quelques heures avant de se prononcer sur ses chances de survie ou l'étendue véritable des dommages cérébraux.

« Son cerveau est en état de souffrance cérébrale à la suite du manque d'oxygène, ce qui

explique le coma », expliquait le Dr Richard Goulet qui, comme les parents, vivait d'espoir.

Selon le Dr Goulet, il était déjà étonnant que l'enfant ait été réanimé après un arrêt cardio-respiratoire aussi prolongé, soit plus d'une heure et quart. Les médecins de l'Enfant-Jésus avaient réussi à le réanimer vers 20 h 20, jeudi.

L'enfant avait été secouru vers 19 h 30, près de son domicile du chemin des Roses, à Saint-Jean, par son père et quelques voisins appelés à la rescousse. Pendant près d'une demi-heure, ils avaient creusé des trous dans l'espoir de retrouver Étienne, prisonnier dans le ruisseau recouvert d'une épaisse couche de neige.

CHEVROLET LUMINA VAN 1994

(Photo à titre indicatif) \* Taxes et transport en sus

7 passagers AIR CLIMATISÉ

**299<sup>94</sup>\$** par mois

Prêt-rachat Royal

EN EXCLUSIVITÉ CHEZ NOUS 1er versement dans 90 jours

Garantie TOTAL Assistance ROUTIÈRE

PAYEZ Moins... UN POINT C'EST TOUT

PRIX MINIMUM MAXIMUM VRAIE VALEUR

**FOURNIER**

CHEVROLET • GEO • OLDSMOBILE

Autoroute de la Capitale et boul. Pierre-Bertrand **687-5170**

# Claude Morin laissera passer les élections avant de lancer son livre

QUÉBEC (PC) — Craignant l'utilisation qu'on pourrait en faire pendant une campagne électorale, l'ex-ministre péquiste Claude Morin retarde le lancement d'un livre autobiographique.

« Je ne voudrais pas qu'on en tire des passages hors contexte juste avant ou pendant la campagne électorale. C'est pourquoi j'ai décidé d'en reporter la publication après l'élection », a expliqué Claude Morin à la Presse canadienne lors d'une entrevue hier.

Le livre, le sixième publié par Morin, sera une sorte d'autobiographie très personnalisée qui promet de lever le voile sur plusieurs dossiers dans lesquels l'ex-ministre du gouvernement Lévesque a été mêlé tout au long de sa carrière de sous-ministre, puis de ministre, dont ses liens avec les services secrets de la Gendarmerie royale du Canada.

La rédaction du livre, qui comptera 450 pages, est terminée depuis quelque temps, mais il ne sera sur les tablettes des libraires qu'en septembre si les élections ont lieu en juin. Si, par contre, le prochain scrutin québécois était retardé en septembre, la publication serait remise à la fin d'octobre ou au début de novembre, a expliqué l'ex-ministre.

Le titre n'a pas encore été déterminé. « L'idée m'est venue de produire un pamphlet intitulé : "J'ai envie de hurler". Ce ne sera pas pour cette fois-ci, mais à l'occasion, cela transparait », a dit Morin.

Reconnu comme le « père de l'étapisme » face à l'accession du Québec à la souveraineté, M. Morin cherchera à justifier ses positions.

Il entend expliquer notamment « pourquoi, en mai 1980, le gouvernement a tenu un référendum qu'il avait toutes les chances de perdre ». Ou encore « pourquoi le

gouvernement du Parti québécois n'a-t-il pas cherché des appuis à l'étranger pour la souveraineté ».

« Autocritique, j'admets volontiers mes erreurs, mais on comprendra que je les replace dans leur contexte », affirme-t-il.

**Et la GRC**  
L'ancien ministre de René Lévesque ne peut passer sous silence les implications de la Gendarmerie royale du Canada dans son existence personnelle au cours de sa carrière politique.

Ces liens ont été révélés publi-

quement en mai 1992 et ont défrayé la manchette pendant plusieurs semaines.

M. Morin raconte comment dès le milieu des années 60, la GRC s'intéressait aux liens que le Québec développait avec la France et multipliait les soupçons à cet égard. Le chapitre sur cette matière sera intitulé justement : « Les bêtes noires », à cause de la façon dont les milieux outaouais percevaient ceux qui prônaient des rapprochements Québec-Paris.

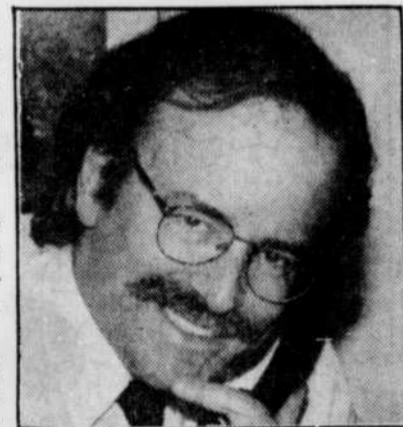
L'ex-ministre donne sa version sur les motifs qui ont incité la police fédérale « à effectuer en 1974 une étonnante démarche auprès de moi ».



L'ex-ministre péquiste Claude Morin

## Le président du Carnaval ne sera pas candidat pour les libéraux

QUÉBEC — Le président du Carnaval de Québec, Yvan Cloutier, a répondu non à l'invitation du Parti libéral du Québec qui l'a approché pour briguer les suffrages dans une circonscription de la région de Québec à l'occasion des prochaines élections provinciales.



Le président du Carnaval de Québec, Yvan Cloutier.

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

« On m'en a parlé mais j'ai refusé », confie M. Cloutier au SOLEIL. « Je ne suis pas prêt encore à faire de la politique », ajoute-t-il en expliquant qu'il n'est même pas membre du PLQ, pas plus que du Parti québécois.

Il souligne qu'un membre du PLQ l'a récemment contacté pour sonder ses intérêts à se porter candidat. Dans l'affirmative, on lui aurait alors fait rencontrer les dirigeants du parti. Avouant avoir plutôt un faible pour la politique municipale, il a préféré passer son tour.

« Le jour où je serai candidat quelque part, je vous le ferai savoir », informe M. Cloutier qui est à l'emploi de l'Office municipa-

pal de développement économique de Québec.

Dans les 11 circonscriptions de la région de Québec, le PLQ n'a, jusqu'ici, des candidats confirmés que dans Montmorency (France Lefrançois-Bouchard), Jean-Talon (Margaret Delisle) et Charlevoix (Daniel Bradet). Il est presque assuré que le député-ministre Jean Leclerc sera sur les rangs dans Taschereau.

En ce qui a trait aux députés sortants Rémy Poulin (Chauveau), Jean-Guy Lemieux (Vanier) et Michel Després (Limoilou), ils tardent encore à faire connaître leur décision. Finalement, il n'y a pas encore de candidats confirmés dans Portneuf, La Peltre, Louis-Hébert et Charlesbourg.

Chez les péquistes, dix des 11 candidats régionaux sont déjà connus. Le portrait sera complet, dimanche, alors que le député Roger Bertrand sera reconduit au poste de candidat du PQ dans la circonscription de Portneuf.

### À LA DÉCOUVERTE DE SON ENFANT INTÉRIEUR

Groupe de croissance animé par Josée Jobin, cppq

- Approche psychothérapeutique
- Information et inscription : Josée Jobin, psychologue
- Lieu : 1001, Bougainville
- Début : jeudi soir, 21 avril
- 12 rencontres
- ☎ 648-0432

À noter que les frais sont remboursables par l'assurance.

### CORRECTION de la myopie et de l'astigmatisme au LASER

Dr Yolande Dubé m.d.  
D.A.B.O. FRC(C)  
Ophthalmologiste

Pavillon du Jeffery Hale  
1270, chemin Sainte-Foy

Pour information : (418) 687-3326



### Félicitations

membre du conseil d'excellence Honda



Pierre Gauvin  
conseiller

2200, boul. Charest Ouest  
Sainte-Foy (Québec)  
687-2525

La direction de Lallier Ste-Foy tient à féliciter monsieur Pierre Gauvin pour son professionnalisme ainsi que sa performance pour le mois de mars 1994.

Pierre profite de l'occasion pour remercier tous ses clients et il invite les futurs propriétaires de Honda à venir le rencontrer afin de découvrir les nouveaux modèles HONDA 1994.



### L'ARRIVÉE DU PRINTEMPS SIGNIFIE

## L'ENTREPOSAGE des FOURRURES



- Nettoyage "Lusterized"
- Réparation et remodelage ESTIMATION GRATUITE
- Confection de manteaux et pelisses sur mesure
- Tarif d'entreposage selon votre évaluation, assurance à l'année si désirée
- Voûte à température contrôlée. Service gratuit de cueillette

Jos Robitaille  
Fourrures

Depuis 1894

PLACE STE-FOY  
650-6220 650-6185

### VOYAGES BEL-AIR INC.

**PARIS DÉPARTS DE QUÉBEC**

ROYAL UNIQUEMENT EN GROS PORTEUR

Départs tous les jeudis et dimanches du 23/06 au 23/09/94

PRIX PAR PERSONNE, PAR SEGMENT, TAXES COMPRIS	
QUÉBEC/PARIS	PARIS/QUÉBEC
De 23/06 au 01/07 379\$	De 01/07 280\$
De 02/07 au 29/07 349\$	De 03/07 au 09/07 350\$
De 30/07 au 26/08 329\$	De 10/07 au 23/07 320\$
De 27/08 au 02/09 349\$	De 24/07 au 13/08 350\$
De 03/09 au 30/09 329\$	De 14/08 au 03/09 320\$
	De 04/09 au 30/09 300\$

ACHAT-RACHAT 22 JOURS  
Voiture neuve, taxes et assurances comprises

Voiture exclusive Nouvelles Frontières PEUGEOT 106 NF 329\$ par personne ou double

TARIFS «ÂGE D'OR»  
40\$ de réduction sur vol aller retour

NOUVELLES FRONTIÈRES  
PERMIS DU QUÉBEC

Québec  
Édifice Mercier  
801, Chemin St-Louis  
Tél: 527-9944

Ste-Marie  
213 nord, rue Notre-Dame  
Tél: 387-3633

VOYAGES BEL-AIR INC.  
ASSOCIÉ À P. LAWSON TRAVEL ET HARVEY'S TRAVEL LIMITED

## Le monde des FONCTIONNAIRES

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

### Le «sacrifice» des permanents

Malheureusement, on oublie trop facilement que derrière les objectifs de réduction du personnel dans la fonction publique, se joue le gagne-pain de milliers d'employés de l'État.

Les intentions du gouvernement d'abolir 8340 postes dans l'appareil administratif d'ici le mois d'avril 1998 signifient que près de 10 000 personnes seront touchées d'une façon ou d'une autre par les conséquences des mesures de restriction budgétaire et de la loi 198 sur la réduction des effectifs dans les ministères et organismes publics.

On a beaucoup parlé, au cours des derniers mois, des Clubs MED ou «transient» les employés permanents mis en disponibilité par leur ministère en attendant qu'un autre ministère fasse appel à leurs services. On parle moins, cependant, de ces employés occasionnels et temporaires qui se font virer afin de faire de la place pour les fonctionnaires et professionnels mis en disponibilité.

Pour les innocentes victimes du jeu de la supplantation, comme pour celles dont le contrat n'est pas renouvelé, il n'y a pas de programme de transition de carrière ou de Clubs MED. Le bureau de l'assurance-chômage est l'unique direction à emprunter.

Il existe, cependant, un phénomène nouveau. De plus en plus d'employés permanents annoncent qu'ils sont prêts à se «sacrifier» pour éviter le licenciement de confrères et de consœurs de travail à statut précaire. C'est le cas au ministère de l'Environnement et de la Faune où une dizaine de fonctionnaires et professionnels viennent de présenter au sous-ministre Jean Pronovost des solutions pour sauver l'emploi de camarades à statut occasionnel et temporaire.

Ils proposent de réduire leur semaine de travail de cinq à quatre jours (32 heures travaillées plutôt que 35) au risque de subir une diminution salariale. Ils sont prêts, aussi, à dire adieu aux heures supplémentaires afin de les transformer en temps régulier pour créer des emplois permanents. Ils suggèrent, finalement, une révision des régimes de retraite afin de permettre aux employés plus âgés désireux de quitter la fonction publique avant l'âge de retraite sans subir de lourdes pénalités financières.

Pour l'un des initiateurs de ces mesures avant-gardistes, Jean-Yves Roy, un professionnel au «sous-ministère» aux opérations régionales de l'Environnement et de la Faune, l'objectif est non seulement de conserver des emplois mais aussi d'en créer des nouveaux, si possible. «Nous sommes d'accord avec le voeu de l'État qui demande à ses composantes de changer ses façons de faire pour être plus rentables, plus productives. Nous sommes aussi préoccupés par le taux important du chômage et par le fait que nos camarades de travail à statut précaire perdent leur emploi», note M. Roy.

Ce dernier ajoute que le sous-ministre Pronovost n'a pas encore répondu aux propositions faites par la dizaine d'employés du ministère. Au cabinet du ministre Pierre Paradis, on laisse savoir que le ministère n'a pas reçu de mandat de la part du Conseil du Trésor pour négocier de telles ententes avec des employés.

### Commission de la construction du Québec

Par ailleurs, pour éviter le licenciement de 118 de ses membres, des travailleurs permanents, le syndicat des employés de la Commission de la construction du Québec (CCQ) a proposé, la semaine dernière, à l'organisme péripublic des solutions de rechange lui permettant d'effacer son déficit de 6 millions \$.

Aux prises avec des problèmes financiers qui se sont amplifiés à la suite de l'adoption de la loi 142 déreglementant la majeure partie du secteur de la construction résidentielle, la CCQ (dont le financement vient des cotisations des entrepreneurs et des travailleurs de la construction) se voyait contrainte à mettre à la porte 150 employés. Plus tôt cette semaine, 31 cadres et professionnels non syndiqués de la boîte ont été licenciés.

À la demande du syndicat, l'organisme a retardé l'application de sa directive visant à faire subir le même sort à 118 employés syndiqués à travers la province. Plutôt que les mises à pied «sauvages», le syndicat propose une diminution des horaires de travail des salariés, qui ferait épargner 2,5 millions \$, et la mise sur pied d'un programme de préretraite favorisant le départ d'employés plus âgés désireux de quitter le marché du travail.

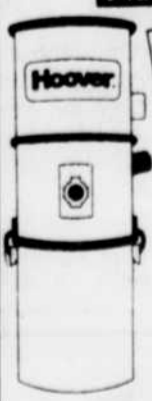
«Nous avons évalué qu'avec le départ volontaire d'une vingtaine de travailleurs, la CCQ parviendrait à économiser 2 millions \$. En consultant nos membres, nous nous sommes rendus compte qu'il y en avait 49 qui souhaitaient partir. Donc il serait possible, avec un bon programme de préretraite, d'épargner 4,8 millions \$», souligne le porte-parole du syndicat, Serge Cadieux, fier de démontrer que la CCQ pourrait ainsi éponger son déficit sans réduire son personnel syndiqué.

M. Cadieux ajoute qu'il attend encore une réponse des dirigeants de la CCQ aux propositions syndicales.

Pour joindre l'auteur de ces lignes ou adresser vos communications :  
Tribune de la presse, a/s de Gilbert Leduc, 1050, rue Saint-Augustin,  
Bureau 22.2, Québec, G1R 5A4. Tél.: 644-4015. Télécopieur : 647-3451.

## LE GROS MOTEUR AU PRIX DU PETIT

7 ANS DE GARANTIE



NOUVEAU CONCEPT PLUS PERFORMANT

L'ASPIRATEUR CENTRAL LE PLUS COMPLET OFFERT AU MEILLEUR PRIX

Cour.: 627\$ si vendu séparément

399\$



Prix en vigueur jusqu'à épuisement des stocks

BOUTIQUE DE L'ASPIRATEUR

Monsieur BALAYEUSE

621, rue Saint-Jean, Québec  
649-0303

1945, 1re Avenue, Québec  
525-8119

GRATUIT\*  
KIT  
GARAGE

- boyau 30'
- support
- 2 accessoires

\* à l'achat d'un 55673

Valeur 96 \$

# Conrad Black rappelle les journalistes à l'ordre



« La liberté de presse n'est pas la liberté de détruire autrui », soutient le magnat de la presse.

OTTAWA — Le magnat de la presse Conrad Black a rappelé les journalistes à l'ordre, hier soir, les mettant en garde contre l'abus de pouvoir dont ils font parfois preuve.

**LE DROIT**

« La liberté de presse n'est pas la liberté de détruire autrui », a-t-il déclaré devant plus de 500 personnes réunies au Château Laurier dans le cadre du 16e congrès national de l'Association canadienne des journalistes. « La plupart des journalistes sont des gens comme les autres, a-t-il dit. Mais en tant que groupe, ils ont entre leurs mains plus de pouvoir que n'importe qui d'autre. Et ils sont davantage indépendants de leurs patrons qu'autrefois. »

« J'aime les journalistes », a-t-il ensuite lancé, provoquant les rires des nombreux scribes présents dans la salle.

M. Black a passé de longues minutes à relire certains passages de textes qu'il a écrits, il y a près de 25 ans, portant sur le travail effectué par les journalistes d'alors qui, selon lui, débordait largement des cadres qui devraient régir leur profession. « Si nos journalistes se sentent démoralisés à l'idée de publier des errata pour corriger leurs erreurs, je crois que nous devrions engager d'autres journalistes », a-t-il tranché.

« Il m'est arrivé de poursuivre des journaux en justice, a-t-il rappelé. Souvent, ceux qui le font sont accusés de vouloir brimer la liberté de presse. Cette liberté ne

permet pas de faire son travail de façon incorrecte. »

M. Black, dont l'empire Hollinger contrôle plus de 250 journaux à travers le monde, y est allé d'un plaidoyer pour une participation accrue des éditeurs et des propriétaires de journaux à l'aspect rédactionnel de leur publication. « Les éditeurs et les propriétaires perdent à ne pas être plus présents sur le plan éditorial, a-t-il expliqué. (...) Londres est la plus grande ville à journaux du monde, justement parce que les quotidiens qui y sont publiés ont de la personnalité. La participation soutenue des éditeurs et des propriétaires ne peut faire autrement que forger cette personnalité dont la presse a besoin. »

Selon Conrad Black, les projets technologiques ne menacent pas la survie des grandes publications. « Les journaux intéressants, crédibles et qui présentent un produit fini de bonne qualité ne s'éteindront pas car il y aura toujours des gens qui préféreront le papier à tout autre support. Comme moi. »

Groupe UniMedia inc. est une compagnie membre de Hollinger inc. ; la compagnie est spécialisée dans le domaine de l'édition de quotidiens (LE SOLEIL, Le Droit et Le Quotidien), d'hebdomadaires (12 au Québec), de publications spécialisées (Novalis) et elle oeuvre dans le domaine de l'imprimerie (Imprimerie Qualimax à Hull).

**MicroBec**  
Profitez de la vitesse d'un 66!  
486SLC2-66MHz  
8Mo RAM  
VESA Local Bus complet  
Disque rigide de 210Mo  
Ecran SVGA 0.28mm  
Souris 3 boutons  
MS-DOS 6.2 fr 1899\$  
Windows 3.1 fr  
Financement disponible!  
STE-FOY LÉVIS  
1485, Champs Ste-Foy, Tél: 689-2723 85, route Kennedy, Tél: 678-0147

**LASER VISUEL DE QUÉBEC**  
CORRECTION au LASER de la MYOPIE et de l'ASTIGMATISME  
Dr Ghislain André Boudreau  
Ophthalmologiste  
Dr Gilles Lafond  
Ophthalmologiste  
687-3283

**LA MORT : APPRIVOISER SES PEURS  
LE DEUIL : COMPRENDRE LE PROCESSUS**  
Sessions de sensibilisation et de formation  
Sur le deuil (décès, divorce et autres pertes émotives) : pour vous permettre de comprendre le processus, de mieux vous situer face à vos deuils et de développer des habiletés d'intervention auprès des personnes endeuillées, les 23 et 24 avril 1994  
Sur la mort : pour vous aider à apprivoiser vos peurs et être éventuellement mieux capable d'accompagner ceux qui meurent, les 7 et 8 mai 1994  
Pour information : Suzanne Bernard, m.s.s.  
Thérapeute du deuil  
(418) 681-1859

**Clinique d'ophtalmologie Dr J.R. Clément m.d.**  
C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S  
ophtalmologiste  
Traitement de la myopie et de l'astigmatisme au LASER  
VERRES DE CONTACT  
PLACE DE LA CITÉ  
2600, boul. Laurier, Sainte-Foy, bureau 155  
(418) 654-1488

**Hâtez-vous! Début des cours 25, 26, 27, 30 avril**  
Par nos cours de diction et de communication orale  
**Vous apprendrez à :**  
• parler en public avec plus d'aisance et de crédibilité  
• vaincre la gêne, le TRAC ou le manque d'assurance  
• placer votre voix  
• améliorer votre image  
• développer une meilleure élocution, une meilleure DICTION  
Professeurs : Angèle Grenier, Université Laval  
Jean Dumas, journaliste  
COURS RÉGULIERS : (en soirée)  
COURS INTENSIFS : (samedi)  
**692-5073**  
Pour les fonctionnaires provinciaux, l'école est inscrite au R.A.P.

**Pour le potager, la pelouse et l'aménagement paysager, consultez de vrais professionnels.**

Pour planifier vos travaux de potager, de pelouse et d'aménagement paysager\*, venez rencontrer les spécialistes au Centre Jardin Hamel, samedi et dimanche.

<b>MCKENZIE</b> Oignons à planter jaune 100 par sac <b>1.79 \$</b>	<b>AGRI</b> Semences fleurs sauvages cont. 38 g <b>7.69 \$</b>	<b>AGRI</b> Toile de recouvrement pour le potager 12 x 25 72 x 30 <b>5.99 \$ Spécial 10.99 \$</b>	<b>wilson</b> Huile de dormance Special cont. 500 ml <b>5.99 \$</b>
<b>Geranium Special</b> par 5 <b>5.99 \$</b>	<b>Balai à feuilles 22 dents Spécial</b> mod. CPB <b>3.87 \$</b>	<b>Sécheur Special</b> par 5 <b>5.99 \$</b>	<b>Engrais à jardins 4-12-8 Special</b> 2 kg <b>3.87 \$</b>

\* Prix en vigueur jusqu'au 12 avril ou jusqu'à épuisement de la marchandise.

**MARBRE ET GRANITE SUR MESURE**  
Comptoirs de cuisine et de salle de bains en marbre ou en granite  
déjà 10 ANS  
**AUCUN PAIEMENT AVANT OCTOBRE 1994** (conditions en magasin)  
REVÊTEMENT DE FOYER à partir de **295 \$**  
TABLE DE SALLE À MANGER en granite 36" x 66", disponible en 10 couleurs **995 \$**  
**MARBRE GRANITE INTERNATIONAL**  
Importateur-distributeur  
1385, de la Pointe-aux-Lièvres (Dorchester Nord) Québec **648-1754**  
Télécopieur: 648-0997

Profitez des conseils de la meilleure équipe de professionnels à Québec.  
**Rencontrez M. Gaëtan Hamel de 12 h à 16 h samedi à Lévis • dimanche à l'Ancienne-Lorette**

**centre jardin HAMEL**  
Ancienne-Lorette 6029, boul. Hamel  
Beauport 1350, boul. des Chutes  
Lévis 4800, boul. de la Rive-Sud  
Charlesbourg 1169, 80<sup>e</sup> rue Est  
Sainte-Foy Halles de Sainte-Foy

# Patrick Poulin après un an à l'université

## Le « roi » de l'initiation de Laval le sera encore en 1994...

QUÉBEC — Huit mois plus tard, Patrick Poulin est toujours à l'université Laval, à toujours la même blonde à distance... mais lâche la géographie pour l'éducation physique. De sorte que le « roi » de l'initiation de 1993 sera à nouveau initié en septembre 1994 !

par ALAIN BOUCHARD  
LE SOLEIL

Patrick Poulin, 19 ans, est ce jeune homme de Chibougamau qui avait accepté, en septembre, d'être l'étudiant témoin du SOLEIL pour le grand classique de la rentrée-d'un-p'tit-nouveau-venu-deloins-dans-une-université de 35 000 étudiants. Chibougamau, c'est exactement à 650 km de route de Québec.

Le fait d'avoir consenti à témoigner publiquement de la rentrée avait valu au jeune homme une initiation carabinée de la part des anciens de sa nouvelle famille de géographie. Mais Patrick devait très bien surmonter l'« épreuve » et ne s'en intégrer que plus rapidement à la meute.

Un autre rendez-vous avait été convenu dès ce moment pour avril, question de mesurer le chemin parcouru depuis, sur le thème « Ça change le monde, l'université ? »

Renée Claude Ire chantait C'est le début d'un temps nouveau. L'autre Renée Claude — c'est bien son nom — est non seulement encore la blonde de Pa-

trick mais l'est peut-être plus que jamais, après cette longue séparation. « On s'était donné un an pour voir la tournure que prendrait notre relation, raconte Patrick Poulin. Résultat : on a envie de continuer. »

Et si un éloignement de 650 km n'a rien brisé, ce n'est pas un petit éloignement de deux ou trois ans qui va être pire. De telle sorte que les deux jeunes gens ont choisi de faire appartement à part, en septembre, même si Renée s'amène à son tour à l'université Laval, en administration celle-là !

Certaines choses se sont pourtant défilées, durant cette première année universitaire. Exemple : l'un des deux colocataires de Patrick a lâché les sciences politiques au beau milieu de l'automne, pour retourner travailler à Chibougamau. Il a fallu reconstituer le trio chibougamien.

### Joué, travaillé et fêté en équipe

La plus grande déception du p'tit nouveau : l'énorme difficulté de pouvoir rencontrer les professeurs. « La trop grande taille des groupes nous fait passer notre temps avec des assistants ou des chargés de cours, dit-il. Ces derniers sont bien corrects. Mais on aimerait parfois voir les profs. »

Sa plus belle surprise : l'accueil chaleureux des autres étudiants de Québec notamment. « Ils ne sont pas snobs comme à Chicoutimi ! » laisse tomber Patrick.

Il a joué au hockey dans deux équipes. Il a aussi beaucoup travaillé et « fêté » en équipe. « C'est extraordinaire combien l'université nous propose de choses à faire, insiste-t-il. Ceux qui s'ennuient, s'ennuient parce qu'ils le veulent bien. »

À travers tout ça, il a quand même réussi à dégouter un job de pompiste chez Canadian Tire à partir des Fêtes. Il souhaiterait bien ravoir le poste l'automne prochain, sauf que pour l'été, il retourne planter des arbres à Chibougamau. À tant de l'arbre, les



Patrick Poulin avec l'« autre » Renée Claude, juste avant qu'elle ne reprenne l'autobus pour Chibougamau.

meilleurs planteurs peuvent se faire près de 1000 \$ par semaine.

Oui, il a fait la route plusieurs fois depuis septembre : six ou sept environ. Il a même « pris le clos » avec un ami dans le parc de Chibougamau, durant l'une de ces fois. Peu de dommages à la voiture de l'ami et rien du tout aux deux passagers.

Pour la rentrée de 1994, Patrick Poulin va changer d'études... et de

quartier si possible. La géographie l'a un peu déçu ; il passe à l'éducation physique, comme son père. Et fini le quartier industriel de Du Berger ! « L'autobus, c'est l'un. Mais trop, c'est trop. »

Même si maintenant, quand il veut aller à Vanier, il n'échoue plus au zoo de Charlesbourg, comme il l'avait fait en septembre dernier...

### ORTHODONTISTE



Dr Isabelle Baillargeon  
orthodontiste

Docteur Baillargeon a obtenu son doctorat en médecine dentaire à l'Université Laval en 1990. Elle a exercé la dentisterie pendant 1 an à Québec et dans la Beauce. Elle a poursuivi ses études en orthodontie pour obtenir son diplôme de spécialiste à l'Université de Montréal. Dr Baillargeon s'est jointe à l'équipe du Dr Pierre Turgeon, orthodontiste, en juin 1993. Vous pouvez la joindre à son bureau situé au :

8165, 1<sup>re</sup> Avenue  
Charlesbourg, QC G1G 4B8  
Tél.: (418) 628-0966

Membre du réseau international des écoles et lycées français de l'étranger

## COLLEGE STANISLAS de QUÉBEC

De la prématernelle au secondaire 3

Une équipe éducative dynamique et compétente à l'écoute de vos enfants

- Des programmes conformes aux directives du ministère français de l'Éducation nationale reconnus par le ministère de l'Éducation du Québec.
- Des sections de prématernelle et maternelle à temps complet.
- Un primaire organisé en cinq ans.
- Un apprentissage progressif et méthodique de la langue française pour une excellente maîtrise de l'expression écrite et orale.
- Un secondaire axé sur un enseignement classique et scientifique de qualité.
- De fréquentes rencontres avec les parents.

Services offerts : — Cafétéria: repas chauds ou boîtes à lunch  
— Étude sous contrôle pédagogique  
— Garderie dès 7 h 30 le matin et jusqu'à 17 h 45

EXAMEN D'ENTRÉE À L'ÉLÉMENTAIRE LE MERCREDI 13 AVRIL 1994 à 13h30

ADMISSION Rentrée scolaire 1994-95 2415, Marie-Victorin Sillery G1T 1K2 (418) 527-9998 pour renseignements

JD NOTRE FORCE NOUS SOMMES NÉGOCIABLES JD

VENEZ NÉGOCIER LA TRANSACTION QUI RÉPOND À VOS BESOINS QUELS QUE SOIENT

- ✓ LE PRIX
- ✓ LE TAUX DE FINANCEMENT
- ✓ LE MODE DE PAIEMENT

- ✓ LA GARANTIE PROLONGÉE
- ✓ LES OPTIONS SPÉCIALES
- ✓ L'ACHAT OU LA LOCATION

Merci de faire confiance à Chrysler

JJD Dodge CHRYSLER Ltee

5740, boul. Sainte-Anne, Boischatel 822-2424 ou ligne sans frais 1-800-567-0695

OUVERT DIMANCHE 12h à 17h

# mobilia

## VENTE PRINTANIÈRE D'ÉCHANTILLONS DE MAGASIN

NOUS AVONS RÉDUIT LES PRIX DE FAÇON EXCEPTIONNELLE AFIN DE FAIRE PLACE AUX NOUVELLES COLLECTIONS PRINTEMPS. TOUT DOIT ÊTRE VENDU

SÉJOUR	PRIX COURANT	PRIX DE SOLDE
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR ROSE	4770 \$	2299 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR BLEU	3148 \$	1999 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR BLEU	4891 \$	2599 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR MARINE	6374 \$	2999 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR BEIGE	4477 \$	2499 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR NOIR	5485 \$	2299 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR	4458 \$	1999 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR	5161 \$	2499 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR NOIR	3808 \$	2799 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR	4192 \$	1999 \$
CAUSEUSE EN CUIR ROSE	1653 \$	799 \$
CAUSEUSE EN CUIR	1330 \$	599 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR	5066 \$	2799 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR	7799 \$	3999 \$
CANAPÉ ET CAUSEUSE EN CUIR	5795 \$	2999 \$
CANAPÉ EN CUIR IVOIRE	1874 \$	899 \$
FAUTEUIL EN CUIR	1292 \$	599 \$
CAUSEUSE EN CUIR NOIR	1938 \$	999 \$
UNITÉ MURALE 2MCX LAQUE EN PERLE	2206 \$	999 \$
UNITÉ MURALE 2MCX LAQUE PERLE	2398 \$	1499 \$
CÉRUSE	1502 \$	1199 \$
UNITÉ MURALE 3MCX CHÊNE NATUREL	2256 \$	1599 \$
UNITÉ DE RANGEMENT	899 \$	599 \$
SALLE À MANGER		
TABLE, BUFFET ET 6 CHAISES MERISIER PERLE	3482 \$	2299 \$
TABLE ET 6 CHAISES CHÊNE VERT	2783 \$	1899 \$
CHAMBRE À COUCHER		
CHAMBRE À COUCHER 7MCX MERISIER PERLE	3898 \$	2199 \$
CHAMBRE À COUCHER 5MCX MERISIER PERLE	2796 \$	1688 \$
CHAMBRE À COUCHER 7MCX CHÊNE BLANCHI	5597 \$	3999 \$
CHAMBRE À COUCHER 7MCX CHÊNE BLANCHI	4045 \$	2649 \$
CHAMBRE À COUCHER 7MCX MERISIER BLANCHI	3013 \$	2199 \$
CHAMBRE À COUCHER 7MCX	2547 \$	2298 \$
CHAMBRE À COUCHER 6MCX CUIR, LAQUE BLANCHE	3889 \$	2499 \$

## Toyota Charlesbourg présente LES JOURS ÉTIQUETTES ROUGES!

Achetez ou louez un véhicule ÉTIQUETTE ROUGE et économisez grâce aux offres du fabricant chez Toyota Charlesbourg.

### COROLLA «SPÉCIALE» 1994

Meilleure valeur de revente de sa catégorie: 80,7% du prix d'achat, même après deux ans!\*

Moteur 4 cylindres DACT 16 soupapes de 1.6 litre • Instrumentation complète • Pare-chocs de couleur assortie • Ouverture télécommande du coffre et du panneau de réservoir • Deux rétroviseurs à réglage manuel • Garantie de 5 ans/100 000 km sur le groupe propulseur et garantie anticorrosion de 5 ans/kilométrage illimité • Et bien plus!

Prix Étiquette rouge à partir de 12 498 \$\* ou Bail à partir de seulement 209 \$ par mois\* sur 48 mois PERM de base

\*Guide des valeurs résiduelles Canadian Black Book au 1er janvier 1994

OFFRE DE DURÉE LIMITÉE! VENEZ NOUS VOIR AUJOURD'HUI! OBTENEZ LE MAXIMUM POUR VOTRE REPRISE!

TOYOTA

6070, BOUL. DU JARDIN 623-9843

parce que... TOYOTA, C'EST CHARLESBOURG

mobilia 5500, boul. des Gradins, Place Lebourgneuf (entre boul. Laurentien et boul. de la Capitale) Charlesbourg 623-9986

# Le Mont-Ste-Anne convoité aussi par des promoteurs de la capitale

QUÉBEC — Pendant que la Corporation Intrawest et le groupe Mont-Saint-Sauveur International confirment sur la place publique leur intérêt en vue de l'acquisition du Mont-Sainte-Anne, d'autres acheteurs potentiels ont présenté sans tambour ni trompette des propositions « toutes aussi sérieuses » au gouvernement du Québec, dont un groupe de promoteurs de la Vieille Capitale.

par GILBERT LEDUC  
LE SOLEIL

Une source au gouvernement du Québec précise qu'il y a bel et bien eu « plusieurs » compagnies qui ont répondu à l'offre d'achat du Mont-Sainte-Anne. « On ne parle, dans les médias, que d'Intrawest et de Mont-Saint-Sauveur

parce que ces deux promoteurs ont décidé d'afficher publiquement leurs intentions de se porter acquéreur, mais il y a en d'autres », note un porte-parole gouvernemental.

Dans son édition d'aujourd'hui, l'hebdomadaire économique *Les Affaires* souligne « qu'un noyau d'entreprises de Québec, incluant le groupe hôtelier Dufour », aurait

déposé, le 14 mars, une offre d'achat.

Contrôleur des finances pour les entreprises de la famille Dufour, Denis Laberge déclare au SOLEIL que le groupe hôtelier n'a pas soumis d'offre d'achat pour Sainte-Anne. Il n'a pas été approché, non plus, pour devenir un quelconque partenaire avec d'autres compagnies de la région de Québec dans l'espoir de convaincre le gouvernement du Québec à vendre la station de ski à des intérêts locaux.

« La famille Dufour ou n'importe quel acheteur potentiel n'est pas obligé de dire la vérité », note Alain Drouin, de la firme Poissant

Thibault, Peat, Marwick, Thorne qui effectue la prospection du marché pour le compte du gouvernement du Québec.

Obligée à la confidentialité par l'État québécois, la firme d'experts-comptable refuse de confirmer ou de nier l'information voulant que des intérêts locaux soient sur les rangs si le gouvernement décidait de se départir du Mont-Sainte-Anne. Le silence est aussi de rigueur au ministère des Finances et au cabinet du ministre responsable du Tourisme, Georges Farrah.

Selon M. Drouin, il est faux de prétendre que, parce que l'on ne parle que d'Intrawest et de Mont-Saint-Sauveur, ces deux dernières ne seraient que les deux seules offres « sérieuses » reçues par Québec. « Des offres sérieuses, il n'y en a pas que deux », se contente-t-il de dire.

Maire de Beauport et préfet de la MRC de la Côte-de-Beaupré, Lucien Gauthier n'en sait que très peu sur les éventuels acheteurs du Mont-Sainte-Anne. Il dit avoir entendu parler, « à travers les branches », que des compagnies de la région de Québec s'étaient regroupées pour présenter une proposition au gouvernement.

*Les Affaires* révèle également que le futur acquéreur du Mont-Sainte-Anne aura à composer avec un promoteur immobilier torontois, Tony Montemoro, qui aurait acheté, au cours des dernières années, pas moins de 5000 acres de terrain contigus au parc du Mont-Sainte-Anne. Il deviendrait un « partenaire incontournable » en ce qui a trait à tout développement des infrastructures récréatives.

Pour Alain Drouin, le gouvernement du Québec possède suffisamment de terrain dans le parc pour permettre la réalisation d'un plan de développement sans nécessairement avoir recours à de nouvelles acquisitions.

# Ciments St-Laurent devra faire face à un recours collectif

QUÉBEC — La juge France Thibault, de la cour supérieure, vient d'autoriser l'exercice du recours collectif intenté contre l'entreprise Ciments St-Laurent par deux résidents de Beauport.

par FRANÇOIS POULIOT  
LE SOLEIL

Dans sa décision rendue le 31 mars, la juge autorise du même coup les requérants Claude Cochrane et Huguette Barrette à agir comme représentants des 2303 résidents des quartiers Villeneuve, Montmorency et boulevard Sainte-Anne dans une action en dommages et intérêts et en injonction pour troubles de voisinage.

Les requérants adressent de

nombreux reproches à l'entreprise de fabrication de poudre de ciment. Ils soutiennent notamment que ses installations auraient brûlé de l'huile contaminée par des BPC, qu'elle recrache depuis plusieurs années des poussières sur leur quartier, qu'elle émet des bruits excessifs qui troublent le sommeil et qu'il s'en dégage des odeurs fétides et indescriptibles.

La juge Thibault considère que les deux citoyens ont fait une

preuve suffisante de leur apparence de droit pour que le recours soit autorisé.

La demande en dommages et intérêts et en injonction, qui pourrait atteindre plusieurs centaines de milliers, si ce n'est quelques millions de dollars, ne sera vraisemblablement pas entendue avant plusieurs mois.

À ce moment, la juge chargée de l'affaire devra, entre autres, déterminer si la compagnie s'est rendue coupable de faute ou d'abus de droit dans l'exploitation de son usine de Beauport et si les permis ou certificats d'autorisation qu'elle détient lui permettent de brûler des huiles contaminées aux BPC. Il devra de même examiner s'il y a lieu d'émettre une injonction pour l'enjoindre à respecter ses obligations de bon voisinage.

**Réparations de bijoux**  
**Landry-Jacot**  
Depuis 1873  
738, rue Saint-Joseph Est Mail Centre-Ville  
529-9729

**Cours intensif**  
7 à 14 semaines  
jour ou soir  
**électrolyse**  
jour : 18 avril, 6 juin, 12 sept.  
soir : 18 avril, 12 sept.

**esthétique**  
jour : 18 avril, 12 sept.  
soir : 12 septembre

**soins des pieds spécialisés**  
fin de semaine intensive  
16 avril  
**RABAIS EXCEPTIONNELS**  
Cours de massage suédois  
Plus de 30 ans d'expérience  
**Hâtez-vous, les places sont limitées.**

**ÉCOLE ÉDITH SEREI**  
839, Saint-Joseph Est  
(418) 522-0134

**ESPAGNOL SANS FRONTIÈRES**  
Diffusi International - Session printemps  
Méthode audiovisuelle spécialement conçue pour les francophones.  
Inscriptions : le lundi 11 avril de 9 h 30 à 20 h  
Debut : 18 avril 1994  
Choix : lundi au samedi matin de 9 h à 12 h soir : 18 h 30 à 21 h 30  
Durée : 10 semaines - 30 heures une fois par semaine  
Coût : 87\$ 880, Pere-Marquette, Québec, 682-3617

**Conférence ésotérique**  
avec PLASTRIANI  
thème : **Comment percevoir l'invisible et le spirituel!**  
Samedi 16 avril 19 heures  
\$10 + tx durée 2 heures  
Hôtel Aristocrate  
3100 boul. St-Louis St-Foy  
Inf. : 1-800-290-2445

**CONFÉRENCES SUR LES IMPACTS DU DIVORCE**  
Le mercredi à 19 h 30 aux dates suivantes :  
4 mai LE DIVORCE ET LE COUPLE Linda Bérubé, t.s.  
11 mai LE DIVORCE ET LES ENFANTS Raymonde Auger ps. éd.  
18 mai LE DIVORCE ET L'ARGENT Robert Parthenais, Planif. Fin. A.  
25 mai LE DIVORCE ET LA LOI Danielle Lambert, avocate  
Coût : 75 \$ tx incl. pour les 4 conférences, 25 \$ par conférence  
Lieu : Centre de médiation familiale Iris  
201, Grande Allée Est, 3e étage, Québec  
Information et réservation au 648-2832  
Soirées d'information gratuites sur nos services de consultation et de médiation tous les 2e mardis du mois à 19 h 30. Sur réservation.

**Conçues, fabriquées et testées par des femmes**  
Contrairement aux autres marques, les chaussures de sport New Balance sont calibrées pour rejoindre la largeur précise de votre pied, pas seulement sa longueur. Un meilleur chaussant, un meilleur rendement.

**new balance**  
Une approche plus intelligente à la fabrication de chaussures.

**PROTHÈSES • ORTHÈSES SAVARD SERVICES-CONSEILS**  
2575, BOUL. HAMEL OUEST QUÉBEC (Québec) G1P 2H9 (418) 681-6381

taille	24	25	26	27	28
M998 course					
M907 de ville					
CX1775 multisport					
CT605 tennis					
WK740 marche					
WF630 marche					
W998 course					

En magasin Disponible avec plaisir sur commande rapide Certains modèles d'hommes jusqu'à 16, femmes 13

**DORMEZ MIEUX SOLDE**  
**SIMMONS FABRIQUÉ AU QUÉBEC**

**RABAIS SUPPLÉMENTAIRE SUR MATELAS ET SOMMIERS CAISSES**

<b>SIMMONS Beautysleep</b> Matelas SIMCOPEDIC avec ressorts Adjusto-Rest 199\$ UNE PLACE 299\$ GRAND 249\$ DEUX PLACES	<b>SIMMONS Beautyrest*</b> Matelas INN-KEEPER avec ressorts Contour-Flex* attachés individuellement 359\$ UNE PLACE 499\$ GRAND 429\$ DEUX PLACES
<b>SIMMONS Beautyrest*</b> Matelas QUINTESSENCE avec ressorts Contour-Flex* attachés individuellement 499\$ UNE PLACE 699\$ GRAND 599\$ DEUX PLACES 899\$ TRÈS GRAND *Sujet aux conditions	

**PAYEZ DANS 1 AN**

**MEUBLES CROTEAU**  
QUATRIÈME GÉNÉRATION  
8929, boul. Henri-Bourassa (en face du McDonald)  
628-5610 Charlesbourg 628-3305

**Le Mont-Sainte-Anne**

**PARC DU MONT-SAINTE-ANNE**

*... sa saison de ski jusqu'au 17 avril avec le week-end du 22, 23 et 24 avril en plus.*

Conditions de ski: 827-4579

ÉTABLISSEMENT DU RESEAU RECREO TOURISTIQUE Sépaq

# Un premier bal pour grand-maman Raymonde

QUÉBEC — Raymonde Larochelle ira au Château Frontenac ce soir, et de sa table, elle observera les valse viennoises des couples. C'est un premier bal dans la vie de

cette grand-mère de Québec, mais son histoire ne s'apparente en rien au conte de Cendrillon.

par SOPHIE COUSINEAU  
LE SOLEIL

« Je connais mieux la mécanique que la couture », dit-elle d'abord au téléphone, en expliquant que son tailleur de soirée, toujours en

possession de la boutique où elle l'a achetée, ne sera peut-être pas retouché à temps pour l'entrevue qu'elle accordait hier.

Depuis presque 40 ans, Mme Larochelle travaille du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h, pour l'entreprise d'équipements pour camions que son défunt mari, Philippe, et elle ont cofondé en 1956, l'année de leur mariage.

« À l'époque, je ne connaissais rien aux camions et aux autos, raconte-t-elle. Lui, il avait un petit garage. Je lui ai demandé de me montrer des choses pour que nous puissions discuter ensemble à l'heure du souper, et j'ai compris tout de suite ce qu'il m'expliquait. »

Secrétaire-trésorière, Mme Larochelle s'occupe de la comptabilité de Phil Larochelle Equipement, un métier qu'elle a appris sur le tas, au fil des ans. Son fils Bernard, qui préside maintenant les destinées de l'entreprise familiale de Limoilou, est son cavalier pour le deuxième Grand bal viennois du Club Richelieu-Québec.

« Mon fils est allé l'année dernière, et il m'a dit que c'était une veillée inoubliable, dit-elle. Quand il m'a invité, j'ai dit oui tout de suite, ce qui est rare ! »

Mme Larochelle ne répond pas à l'appel du parquet de danse, même si son fils ne désespérait pas, hier, de l'y entraîner. La valse, non merci, tranche-t-elle, en refusant de dévoiler son âge. « Mon mari ne le savait pas. C'était notre seul secret. »



C'est au bras de son fils Bernard que Raymonde Larochelle fera son entrée dans la salle de bal du Château Frontenac.



## [démystifier]

C'est ce que fait Lépine Cloutier

en vous offrant

son Dossier Sépulture

**Qu'est-ce que la sépulture ?** De tout temps, l'être humain a voulu laisser derrière lui des traces de son passage. On n'a qu'à penser aux pyramides égyptiennes et aux tombeaux des pharaons. Encore aujourd'hui, nous accordons une attention particulière à notre dernier lieu de repos et à celui des nôtres.

**Saviez-vous qu'il existe plusieurs types de sépulture ?** Outre la traditionnelle mise en terre, d'autres options peuvent maintenant être envisagées. La crémation, qui est devenue le choix privilégié dans plus d'un cas sur trois, ouvre la voie à de nouvelles façons de faire, dont le dépôt de l'urne dans un columbarium. Il existe également la possibilité de placer le cercueil dans un enfeu (une crypte) d'un mausolée. Le columbarium et le mausolée témoignent ainsi du passage tout en offrant un lieu de référence aux proches afin de garder le souvenir présent.

**Le Dossier Sépulture.** Dans le but de répondre à vos questions sur la sépulture, Lépine Cloutier a préparé le Dossier Sépulture. Ce document traite également de l'arrangement préalable, lequel vous assure la tranquillité d'esprit quant aux dispositions qui seront prises lors de votre décès, tout en évitant bien des soucis à vos proches dans ces heures d'affliction. Vous pouvez obtenir gratuitement le Dossier Sépulture en complétant le coupon ci-dessous. Retournez-le à Lépine Cloutier, C.P. 1343, Québec (Québec) G1K 3P9. Vous pouvez également communiquer avec nous au 529-3371.



Je désire recevoir gratuitement le Dossier Sépulture et avoir plus d'informations sur l'arrangement préalable.

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Téléphone: \_\_\_\_\_

**Lépine Cloutier**  
LE RESPECT DU DÉTAIL

Elle veut simplement faire un autre tour dans ce monde d'apparat, goûter à un peu d'irréel. « C'est l'ambiance », dit-elle. Car elle connaît déjà bien le Château, pour y avoir fêté plusieurs veilles du jour de l'An. L'odeur d'un plancher de danse lui est aussi familière, pour avoir fait la tournée de la province avec les autres comédiens de la troupe *Les compagnons de la rampe*, qui mettait en scène des pièces de boulevard durant les années 40 et 50.

font aujourd'hui plus rares. « Je mène une petite vie très simple », précise-t-elle. Lundi matin, lorsque la salle de bal du Château aura trouvé une nouvelle vocation, elle se pointerait ainsi au bureau, comme à l'accoutumée. « Je n'ai pas de mérite d'aller travailler. J'aime ça. »

Les sorties, sauf au théâtre qu'elle affectionne toujours, se

## POUR VOTRE Cadillac... C'EST LA PLACE

**659-6420**  
boul. Charest  
(sortie Blaise-Pascal)

PIÈCES ET SERVICE  
OUVERT DE  
8h à 20h

**20 en INVENTAIRE**

 JACQUES ROCHON Directeur des ventes	 MARIE CHAMPAGNE Directrice adjointe des ventes	 PAUL JOBIN Directeur des parcs	
 JACQUES ROUSSEAU Conseiller	 PATRICE HUOT Conseiller	 DONALD MARCOTTE Conseiller	 PASCAL ST-GEORGES Conseiller
 MARTIN BLONDEAU Conseiller	 SYLVAIN RHEAULT Conseiller	 DANIEL GARNEAU Conseiller	 DANIEL BOUDREAULT Conseiller

DeVILLE CONCOURS 1994

SEVILLE STS 1994

## M. LESSARD Le premier concessionnaire Hyundai à Québec

**ELANTRA 1994**  
Transmission manuelle 5 vitesses  
**10,888\$**

Transport, préparation et taxes en sus.

LE PROGRAMME D'ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES HYUNDAI. Par l'entremise de Club Auto, organisme affilié à l'U.C.A.A.

**M. LESSARD Ltée**  
659, Boul. St-Joseph  
Québec  
(Prolongement de la 80<sup>e</sup> Rue)  
418 623-5471

Le seul concessionnaire Hyundai de la région dont les ateliers sont recommandés par le Club Automobile.

**HYUNDAI**  
On évolue à votre avantage

**LESSARD**  
BIENTÔT 50 ANS AU SERVICE DES AUTOMOBILISTES

# L'ACDI ne peut vérifier les résultats de son action

QUÉBEC — L'Agence canadienne de développement international (ACDI) offre des bourses depuis sa création en 1968, mais la « gestion axée sur les résultats », réclamée par le vérificateur général du Canada dans son dernier rapport annuel, commence à peine.

par SOPHIE COUSINEAU  
LE SOLEIL

Les bourses de l'ACDI, au nombre de 7000 par année, visent à promouvoir le développement économique de pays en voie de développement par la formation au Canada de leurs ressortissants.

Pour que cette aide se rende à destination et qu'elle soit utile, encore faut-il que les boursiers retournent dans leur pays et y occupent une fonction qui tire profit de leur expertise. Mais à l'heure actuelle, l'Agence ignore si les choses se passent ainsi; les cadres de l'ACDI, se basant entre autres sur la délivrance de billets d'avion, peuvent seulement estimer le taux de retour des boursiers entre 80 et 90 %, selon le programme.

« Il y a des causes à cela : par le passé, les gestionnaires n'avaient pas de pressions du public ou des

agences centrales pour vérifier les résultats et nous prenions pour acquis ce qu'était de bons programmes; ce qui est un peu naïf », explique Gilles Blanchet, gestionnaire d'évaluation de l'Agence.

En 1989, l'ACDI a conclu un accord avec Immigration Canada en vertu duquel ce ministère et les ambassades concernées sont informés de l'expiration des visas délivrés aux boursiers. « Quand ils décident de rester, ils doivent démontrer qu'ils répondent aux critères de l'immigration, ajoute toutefois M. Blanchet. Mais là, ils échappent à notre filet. »

L'ACDI travaille aussi à la mise en place d'un système de suivi des boursiers depuis la sortie, en 1991, de rapports internes préparés pour le Conseil du Trésor, qui devait alors décider du renouvellement des programmes pour cinq ans. Dans le rapport qui scrute le

programme de la Francophonie, il y est écrit qu'« un système de suivi post-formation doit absolument être mis sur pied... Ce système permettra, dans cinq ou 10 ans, de mesurer le niveau d'efficacité (de ces bourses) ».

Trois ans plus tard, ce suivi demeure embryonnaire. « Nous pensions que l'ACDI pouvait nous montrer quoi faire, mais c'est plutôt le contraire », dit Jean-Paul Broudehoux, directeur de la coopération au ministère de l'Éducation, qui gère le programme de la Francophonie pour l'ACDI.

La direction de la coopération analyse actuellement les résultats d'un sondage envoyé il y a un an aux diplômés revenus dans leur pays et retourné par 50 % d'entre eux. « Les résultats préliminaires confirment nos intuitions : ceux qui avaient un poste dans la fonction publique ou dans l'enseignement, une attache institutionnelle, réussissent à s'insérer, mais, pour les autres, le retour est plus difficile », dit M. Broudehoux.

La gestion décentralisée de l'Agence explique en partie la difficulté d'assurer un suivi, selon le chef des relations avec les médias de l'ACDI, Christopher Neal. Il cite les 563 programmes et projets offrant des bourses et les plus de 200 agences d'exécution.

M. Blanchet précise enfin que des résultats concrets seront exigés lors du renouvellement des contrats avec les agences d'exécution. « Si les agences ne font pas de suivi, elles seront vraiment dans l'eau chaude quand nous allons retourner les voir, dit-il. Au moment où on se parle, nous n'avons pas de chiffres, mais nous avons créé les conditions pour en avoir au prochain rendez-vous. »

## Passeurs d'immigrants arrêtés

TORONTO (PC) — Dix personnes — huit à Toronto et deux au Michigan — ont été arrêtées en relation avec ce que la police a décrit comme un réseau de passeurs qui faisaient entrer illégalement des Guyanais au Canada et aux États-Unis. Selon la police, des ressortissants guyanais ont payé 10 000 \$ US pour pénétrer de façon illicite au Canada, et 2500 \$ US en sus pour pouvoir franchir la frontière avec les États-Unis, la destination apparente de la majorité d'entre eux. La police estime qu'une trentaine de Guyanais sont ainsi entrés illégalement dans les deux pays, chaque mois, au cours des deux dernières années. Les immigrants illégaux utilisaient dans certains cas de faux passeports. Si les documents ne réussissaient pas à tromper les responsables de l'immigration, les Guyanais avaient pour instructions de réclamer le statut de réfugiés, a indiqué un membre de la Gendarmerie royale du Canada.



On choisit à votre avantage

**PREMIER AU CANADA**

**ELANTRA 1994**



**10 888\$**

\* Transport et préparation en sus

**Service ouvert tous les soirs**

**STE-FOY MID HYUNDAI**

2650, Dalton, parc Colbert, Sainte-Foy  
654-9292

Encore une fois en janvier, février et mars 1994, Ste-Foy Hyundai a vendu plus de voitures neuves que tout autre concessionnaire Hyundai au Canada.

## SYNODE DU DIOCÈSE DE QUÉBEC: UNE NOUVELLE ÉTAPE



**SYNODE  
QUÉBEC**

Synode du diocèse de Québec

S'ÉVANGÉLISER POUR ÉVANGÉLISER

Le Synode du diocèse de Québec entre dans une phase déterminante et particulièrement importante pour la préparation de l'Assemblée synodale de 1995. Dans les prochains jours, plus de 1 200 équipes synodales et les milliers de personnes qui les composent recevront les cahiers synodaux des propositions adressées au Synode autour de chacun des 12 sous-thèmes de l'Évangélisation, thème central du Synode.

Parmi les 1 163 propositions-synthèses (elles regroupent plus de 4 000 propositions reçues), les équipes détermineront dans les prochaines semaines quelles propositions sont essentielles, importantes et peu utiles à discuter en Assemblée synodale. **Des rencontres dans toutes les régions ont lieu les 9 et 10 avril prochain**: on y présentera la prochaine étape et les cahiers-synthèses des propositions. Les membres des équipes synodales qui ont présenté des propositions et toute personne intéressée au Synode sont bienvenus à l'un ou l'autre des points de rassemblement suivants:

**Le samedi 9 avril de 13 h à 16 h**

**Région: AMIANTE** (tél. 338-3147)  
**Lieu:** sous-sol église Notre-Dame, Thetford Mines

**Région: LAURENTIDES/ORLÉANS** (tél. 628-2057)  
**Lieu:** Centre Mgr-de-Laval près de l'église de Beauport

**Région: RIVE-SUD** (tél. 837-0219)  
**Lieu:** arène St-Henri

**Région: QUÉBEC-CENTRE/LOUIS-HEBERT/LORETTE** (tél. 871-4511)  
**Lieu:** église St-Denis, rte de l'Église, Ste-Foy

**Le dimanche 10 avril de 13 h 30 à 16 h**

**Région: LOTBINIÈRE/BOIS-FRANCS** (tél. 728-3216)  
**Lieu:** église Lyster

**Région: CHARLEVOIX** (tél. 665-4625)  
**Lieu:** sous-sol église de La Malbaie

**Région: CHAUDIÈRE** (tél. 228-8984)  
**Lieu:** sous-sol de l'église L'Assomption

**Région: PORTNEUF** (tél. 285-0425)  
**Lieu:** Soeurs Charité de St-Louis, Pont-Rouge



<b>BANANES</b> Produit importé  <b>37¢</b> <small>la livre</small>	<b>BROCOLI</b> Produit de Californie, gr. 14  <b>77¢</b> <small>chacun</small>	<b>CHOUFLEUR</b> Produit de Californie, gr. 12  <b>97¢</b> <small>chacun</small>
<b>LAITUE EN POMME</b> Produit de Californie, gr. 24  <b>67¢</b> <small>chacune</small>	<b>CONCOMBRE ANGLAIS</b> Produit de serre, de l'Ontario, gr. moyen  <b>77¢</b> <small>chacun</small>	<b>CANTALOUPE</b> Produit du Guatemala, gr. 23  <b>97¢</b> <small>chacun</small>
<b>BLÉ D'INDE</b> Produit des États-Unis  <b>1.97\$</b> <small>5 pour</small>	<b>ASPERGES FRAICHES</b> Produit Californie  <b>1.97\$</b> <small>4.34\$ le kilo</small>	<b>LAITUE BOSTON VIVANTE</b> Produit du Québec, culture hydroponique de serre  <b>97¢</b> <small>chacune</small>
<b>EPINARD</b> Produit frais des États-Unis, sac 10 onces (284gr)  <b>97¢</b> <small>le cello</small>	<b>MELON MEL</b> Variété "ORANGE FRESH", gr. 10  <b>1.77\$</b> <small>chacun</small>	<b>AVOCAT HASS</b> Produit du Mexique, gr. 18  <b>57¢</b> <small>chacun</small>
<b>POIRE BARTLETT</b> Produit importé, mûre à point  <b>97¢</b> <small>2,14\$ le kilo</small>	<b>CHOUX DE BRUXELLES</b> Produit des États-Unis, préemballés  <b>97¢</b> <small>la chopine</small>	<b>JAMBON CUIT</b> BITTNER'S, extra-malgre  <b>2.97\$</b> <small>6,55\$ le kilo</small>

Nous vous offrons ces spéciaux dans NOS 10 SUCCURSALES

# LE JARDIN MOBILE

NEUFCHÂTEL 2065, boul. Bastien 842-3084	NEUFCHÂTEL 9210, boul. l'Ornière 842-0909	CHARLESBOURG 4145, 1ère Avenue 622-2291
CHARLESBOURG 1047, boul. du Jardin 627-0344	LÉVIS 51 route Kennedy 835-5526	CAP-ROUGE 1198 Jean Gauvin 872-7473
STE-FOY 3440, de la Périade 657-7717	BEAUPORT 344 Seigneuriale 661-7997	STE-FOY 2700 chemin Ste-Foy 651-2717

**FRAIS OUVERT À BERNIÈRES,**  
585 route 116, (boulevard du Pont)  
à 800 mètres de Plaza Gil Truck, 831-4611

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux en vigueur jusqu'au dimanche 10 avril inclusivement. Nombreux autres spéciaux en magasin.

CLICHÉ RÉPÉTÉ À ÉCLAIRAGE DIFFÉRENT, EN RAISON DU TEXTE MAL IMPRIMÉ

## Les Maraloï enfin aux États-Unis

QUEBEC — Le calvaire de la famille Maraloï semble enfin vouloir se terminer. La famille roumaine a traversé la frontière américaine, hier midi, sans aucun problème, conformément à l'accord intervenu entre les services canadiens et américains de l'immigration.

Les Maraloï ont rendez-vous lundi à la délégation générale du Québec à New York, révélait hier Mme Suzanne Roch, attachée de presse du ministre québécois de l'Immigration, John Ciaccia. La demande de certificat de sélection du Québec les a précédés à New York, de sorte que cette procédure sera vite réglée.

Restera ensuite la dépôt d'une demande de résidence permanente au Canada au consulat général du Canada à New York. La réponse devrait venir en moins d'un mois, affirmait Gerry Maffre, porte-parole du ministère fédéral de la Citoyenneté et de l'Immigration. Une enquête sur la santé et la sécurité est menée sur les personnes qui demandent à entrer au Canada. Dans le cas des Maraloï, l'enquête sur la santé est déjà complétée, confirmait M. Maffre, tandis que celle sur la sécurité est déjà amorcée.

En attendant la réponse à leur demande, les Maraloï vivront à Biddeford, au Maine, où les soeurs du Bon-Pasteur de l'endroit, à la demande des religieuses de Québec, leur ont trouvé un foyer et des bénévoles pour les prendre en charge.

## La nouvelle assurance-chômage favorisera le travailleur permanent

OTTAWA (PC) — Le système d'assurance-chômage canadien pourrait bientôt changer sa vocation de façon significative pour s'adapter aux besoins des 80 % de travailleurs qui détiennent un emploi permanent plutôt qu'à ceux des chômeurs de longue durée.

Ce n'est que dans quelques semaines encore que le ministre des Ressources humaines, Lloyd Axworthy, rendra publics les changements proposés. Mais, selon des sources au courant du travail déjà accompli, voici quelques-uns des éléments qui s'y retrouveront :

— Un système de « pure assurance » pour la plupart des travailleurs qui ne touchent pas régulièrement des prestations de chômage mais qui risquent d'y avoir recours à l'occasion.

— Les prestations pour congé de maternité continueraient d'être incluses dans l'assurance-chômage. « On ne trouve plus anormal que des travailleuses tombent enceintes », a déclaré une source.

— Les programmes régionaux comme, par exemple, les prestations destinées aux travailleurs saisonniers et les pêcheurs seraient éventuellement exclus de l'assurance-chômage.

— Il y aura des programmes distincts pour les chômeurs de longue durée. Cela pourrait signi-

fier que les travailleurs licenciés qui acceptent un emploi moins bien rémunéré ou les assistés sociaux qui se trouvent un emploi pourraient bénéficier d'un ajustement monétaire. Les travailleurs plus âgés bénéficieraient aussi de cours visant à améliorer leur formation.

— On pourrait verser des fonds dans des abris fiscaux, semblables aux REER, pour permettre aux gens de financer leur propre formation. Un impôt pour la formation pourrait être imposé aux compagnies. On pourrait être autorisé à accumuler des prestations d'assurance-chômage éventuelles en travaillant à deux ou trois endroits au lieu d'un seul.

**Syndicats et milieux d'affaires**

Les syndicats et les milieux d'affaires semblent tous les deux vouloir que le système d'assurance-chômage revienne à son but premier, à savoir une assurance pour les gens qui perdent leur emploi pendant de courtes périodes.

« Lorsque les gens parlent de changements dans les prestations

d'assurance-chômage, ils ne tiennent pas compte du fait que la plupart des gens — 80 % de ceux qui paient des cotisations — n'y ont jamais recours », a déclaré hier M. Axworthy.

Quant aux nouvelles voulant que les prestations d'assurance-chômage soient coupées de moitié, c'est-à-dire un maximum de 26 semaines au lieu de 52, et que les travailleurs soient tenus de payer la totalité des cotisations au lieu d'en partager le coût avec les employeurs, M. Axworthy les a écartées du revers de la main. « Il y a deux ou trois bureaucrates provinciaux qui ont lancé ces rumeurs », a déclaré M. Axworthy.

Le Reform Party est pour les changements visant à couper l'assurance-chômage en adaptant le système aux besoins des travailleurs ordinaires — il en avait même fait un cheval de bataille durant sa campagne électorale de l'automne dernier.

La présidente du caucus du Reform, Deborah Grey, a fait remarquer que M. Axworthy avait changé son fusil d'épaule, étant donné que ce dernier s'était opposé à cette idée en campagne électorale.

M. Axworthy n'a pas encore pris de décision définitive au sujet



Le ministre Axworthy dévoilera son plan aux provinces le 18 avril.

des changements à apporter. Mais, selon les sources, un consensus est en train de se former au moment où le ministre prépare un document qu'il présentera à ses homologues provinciaux le 18 avril.

### EN ANGLAIS

Au New Hampshire

(2 sessions de 3 semaines)

pour personnes adultes, nombre limité

Réservez votre place

du 3 juillet au 23 juillet 1994  
du 24 juillet au 13 août 1994

Programme offert en collaboration avec le Département d'anglais de l'Université du New Hampshire à Durham (près de Hampton Beach).

Logement et pension. Chambres individuelles ou doubles sur le campus, 3 repas quotidiens à la cafétéria, du lundi matin au vendredi soir inclusivement.

Cours le matin, activités en après-midi et en soirée, facilités pour pratique des sports, proximité des plages et excursions de fin de semaine, dont une journée guidée à Boston. Assurance médicale incluse.

### EN ANGLAIS

En Colombie-Britannique Campbell River

(1 session de 4 semaines)

pour jeunes de 14 à 17 ans  
du 29 juin au 27 juillet 1994

Programme offert en collaboration avec le District scolaire de Campbell River, ville de 40 000 habitants, localisée au nord-ouest de Nanaimo sur l'île de Vancouver.

Site enchanteur au bord de la mer, facilités pour pratique des sports, proximité des plages et sites d'intérêt.

Logement et pension de famille. Cours le matin, activités supervisées en après-midi, en soirée et pendant les fins de semaine.

Inscription pour les deux programmes : avant le 15 mai 1994

1150, boulevard  
René-Lévesque Ouest  
Québec (Québec) G1S 1V7  
Téléphone :  
(418) 681-0107  
Télécopie :  
(418) 681-9631

collège  
saint-charles  
garnier

## Faites une sortie côté cour et côté jardin !



En grande première à Québec  
Jusqu'à dimanche

## Le premier salon québécois Jardin-Pelouse-Aménagement

Laissez-vous séduire par nos exposants, découvrez leurs nouveautés et venez les consulter gratuitement.

Paysagistes • fertilisation et traitements de pelouse • équipement de jardinage • tracteurs de jardin • tondeuses  
• systèmes d'irrigation de parterre • services d'entretien des arbres • outils de jardinage • tuiles imbriquées • murs de soutènement  
• jardins d'eau • auvents • pergolas • clôtures • cabanons • livres d'horticulture • école d'horticulture • Club des ornithologues de Québec  
• contrôle de la faune, et bien d'autres.

Prix d'entrée général 6 \$.

Gratuit pour les enfants de 12 et moins

Stationnement gratuit.

6 000 \$ en prix de présence

Affûteur sur place, apportez vos outils de jardinage

Heures d'ouverture  
Vendredi : 15 h à 22 h  
Samedi : 10 h à 22 h  
Dimanche : 10 h à 17 h

Tout sur l'aménagement  
extérieur de votre  
résidence



LE SOLEIL

AMIK 93.5  
RADIO  
MONTE-ROYAL

cjrp 1060  
LE LEADER DE L'INFORMATION

LES ARTISANS  
DU PAYSAGE

Au Patinodrome de Sainte-Foy, 2955, rue Watt, sortie Blaise-Pascal via boul. Charest Ouest

COMMENCEZ À PAYER  
DANS

**6 MOIS**  
EN OCTOBRE 1994\*  
Du jamais vu!

LIQUIDATION  
DE TOUS LES VÉHICULES  
NEUFS ou D'OCCASION  
(voitures et camions légers en stock)

ACHAT SPÉCIAL DU MANUFACTURIER

SUNFIRE 93 NEUVES

CHOIX  
DE  
COULEURS



- 1.8 L 16 valves
- Transmission automatique 4 vitesses
- Climatiseur
- Vitres à commande électrique
- Portes à verrouillage électrique
- AM/FM stéréo cassette
- Suspension LOTUS
- Roues mag
- Ballon gonflable
- Freins à disque aux 4 roues
- Etc.
- Transport en sus. Rabais GM inclus. Jusqu'à épuisement des stocks

PDS PRIX CARTIER

19 690\$

14 794\$\*

**Cartier**  
PONTIAC BUICK GMC LTÉE

1475, Pie-XI Sud,  
Val-Bélair

(sortie Sainte-Genève de l'autoroute Henri-IV)

847-6000

RABAIS DE  
750\$  
sur étudiants et diplômés

HEURI-IV  
Sainte-Genève  
Chauveau  
Capitale

**DOSSIER**

**Tempête sur les marchés financiers**

**Paul Martin n'a peut-être pas tout vu**

QUÉBEC — Forte culbute du dollar canadien et hausse substantielle du taux d'escompte : Paul Martin, ministre canadien des Finances, ne croyait pas devoir affronter pareille tempête deux mois à peine après avoir présenté son premier budget. Les Canadiens non plus.

Lundi, en une seule séance, la devise a fait une spectaculaire chute de 66 centièmes pour plonger à 71,62 ¢ US, un niveau qu'elle n'avait pas connu depuis août 1986. Pour une neuvième fois en autant de semaine, la Banque du Canada a dû hausser son taux d'escompte dès le lendemain.

par  
**JEAN-MARC SALVET**  
LE SOLEIL



Le taux sur lequel les banques se basent pour fixer leurs différents taux d'intérêt est ainsi passé de 3,87 % à 6,21 % en moins de deux mois. Un bond aussi prodigieux qu'inquiétant.

**« Survolage »**

Si le loyer de l'argent demeure à son niveau actuel, les hausses enregistrées pourraient coûter plus de 3 milliards \$ au gouvernement fédéral pour l'exercice financier ayant débuté le 1er avril, indique le chef économiste du Mouvement Desjardins, Gilles Soucy.

Chaque hausse d'un point de pourcentage des taux d'intérêt ajoute 1,7 milliard \$ aux dépenses d'Ottawa. Or, les taux ont grimpé de deux points depuis le début de l'année.

Comme la plupart des analystes, M. Soucy fait toutefois preuve d'optimisme. Il ne croit pas que la tempête financière du congé pascal compromette la reprise économique, ni qu'elle menace les équilibres budgétaires du gouvernement.

« Ce qui s'est produit est comme un survolage, un choc temporaire. On peut s'attendre à ce que les taux retraitent d'ici quelque temps. »

L'expérience des 10 dernières années démontre que chaque brusque hausse des taux est « corrigée » dans les trois ou quatre mois qui suivent, remarque l'économiste Clément Gignac, de la firme de cour-

tage Lévesque Beaubien. « On refait alors les trois quarts du chemin inverse. »

N'empêche. Si les taux se maintiennent dans cette fourchette ne serait-ce qu'un mois, de 250 à 500 millions \$ auront tout de même été ajoutés au déficit fédéral.

**L'immobilier dans la tourmente**

À court terme, ceux qui pâtiront le plus de la flambée des taux sont les acheteurs de maisons et, par ricochet, les entrepreneurs en construction.

Jeudi, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) se demandait si ses prévisions pour l'année en cours n'étaient pas devenues trop optimistes.

En janvier, la SCHL estimait que le nombre de mises en chantier enregistrerait une progression de 5 % au Québec, passant de 34 015 unités à 35 700 cette année. Pour la vente d'unités existantes, la société tablait sur une croissance de 2 %.

Un doute vient de s'installer.

« Les hausses successives ont ébranlé la confiance des consommateurs », affirme Mario Vachon, de la SCHL.

Du 1er janvier à aujourd'hui, le taux hypothécaire ayant un terme de cinq ans est passé de 7,25 % à 9,5 %. Les versements mensuels d'un propriétaire contractant une hypothèque de 100 000 \$ viennent ainsi d'être gonflés à 862 \$, soit près de 150 \$ de plus.

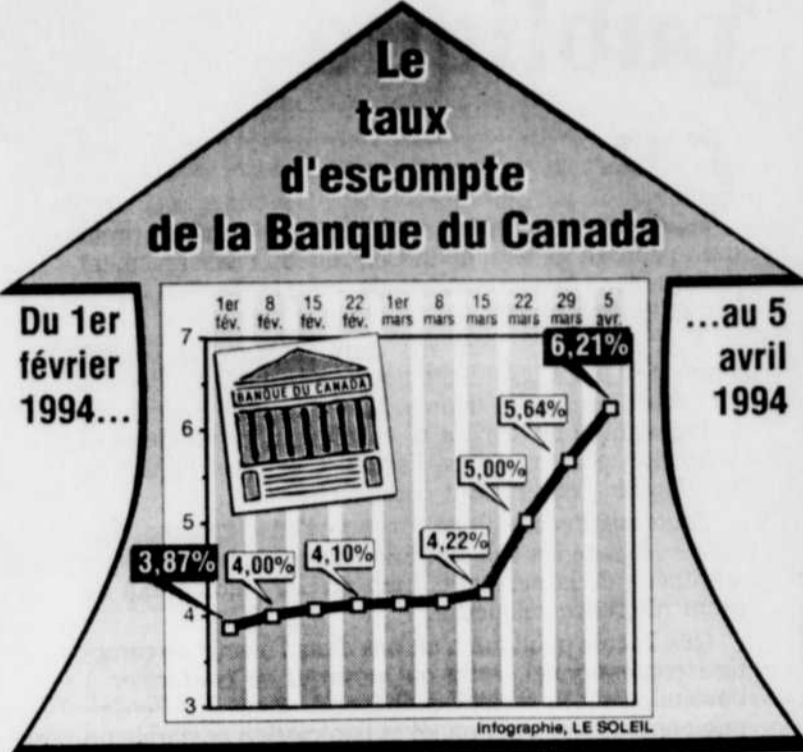
Clément Gignac suggère à ceux qui le peuvent d'opter pour une échéance de six mois. « À eux de geler leur hypothèque par la suite, lorsque les taux auront descendu », dit-il.

**Hausse des exportations**

Au jeu des fluctuations, les seuls véritables gagnants semblent être les rentiers ayant placé leurs économies dans les placements traditionnels comme les certificats de dépôt. Ils profitent de meilleurs rendements. Mais aussi les entreprises exportatrices.

Pour elles, les avantages procurés par la chute de la devise canadienne sont largement supérieurs aux inconvénients causés par la flambée des taux, assure M. Gignac.

Toute culbute du huard rend les produits canadiens plus compéti-



**Les hausses successives ont ébranlé la confiance des consommateurs**

**« On peut s'attendre à ce que les taux retraitent d'ici quelque temps »**

**Davantage de Québécois en vacances au Québec**

tifs sur le marché américain, qui absorbe 75 % des exportations internationales du Québec.

Hier, le dollar canadien a clôturé à 72,28 ¢ US, grugeant une partie du terrain perdu au cours des derniers jours. Il demeure cependant très loin des 89,5 ¢ affichés en novembre 1991.

Gilles Soucy estime qu'avec un dollar qui demeure faible et une reprise vigoureuse de la consommation aux États-Unis, les exportations devraient poursuivre leur ascension.

En 1992, les exportations internationales du Québec se sont élevées à 27,2 milliards \$. L'an dernier, elles grimpaient à près de 33 milliards \$, une croissance de 20 %.

Avec moins de 1 % d'inflation prévu cette année, le Canada n'est pas en mauvaise posture. Il peut encaisser l'importation de produits plus chers sans trop de dommages, souligne l'économiste en chef du Mouvement Desjardins.

Si elle continue d'osciller autour de 72 ¢, la devise canadienne devrait par ailleurs inciter davantage de Québécois à prendre leurs vacances en Gaspésie ou dans Charlevoix, plutôt que sur les plages de la Nouvelle-Angleterre. Et davantage d'étrangers à inscrire le Québec sur leur liste de destinations estivales. Un baume pour l'industrie touristique québécoise, affirment les spécialistes.

**Née d'une bonne nouvelle**

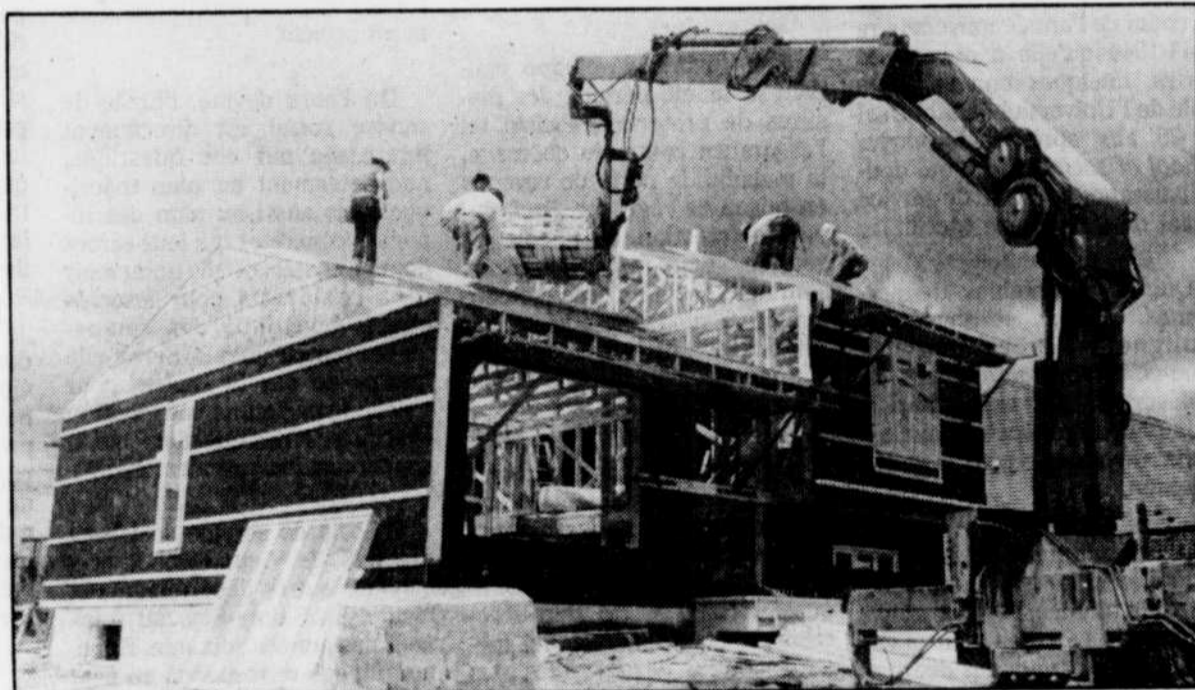
Paradoxalement, la tempête qui s'est abattue sur les marchés financiers nord-américains est née d'une bonne nouvelle. Les craintes d'une poussée inflationniste ont été ravivées par l'annonce de la création d'un nombre record de 450 000 nouveaux emplois aux États-Unis en mars.

Mais pendant que nos voisins, inquiets, éternuaient à répétition, le Canada se payait, une fois de plus, une crise majeure.

À tort ou à raison, la communauté financière internationale juge le Canada incapable de réduire sa dette et ses déficits publics. Elle redoute de plus le résultat des prochaines élections québécoises.

« Les investisseurs étrangers viennent de servir un sérieux avertissement à nos gouvernements », déclare Gilles Soucy. Paul Martin n'est peut-être pas au bout de ses peines. D'autres crises sont probables.

Les dernières hausses ont semé la tourmente dans le monde de la construction, où l'on se demande si les prévisions du début de l'année n'étaient pas trop optimistes.



**Un ménage s'impose à Immigration Canada**

QUÉBEC — Au-delà des dérapages bureaucratiques et des interminables tracasseries, le cas Maraloi aura eu le seul mérite de démontrer, une fois de plus, que le système canadien de reconnaissance des réfugiés a besoin d'un grand ménage.

par  
**VINCENT MARISSAL**  
LE SOLEIL



Depuis quelques années, les histoires d'horreur défraient la manchette et remettent en question la « grande générosité » du Canada envers les réfugiés. Plus encore, les statistiques officielles du ministère de l'Immigration mettent en évidence de graves lacunes dans le processus de sélection des nouveaux Canadiens.

Il y a actuellement 15 000 étrangers en « sursis » au Canada, une espèce de sous-réfugiés dont on ne veut pas ici, mais que l'on refuse de déporter justement parce que leur pays d'origine s'enlise dans l'instabilité politique ou encore parce que des liens familiaux les retiennent au pays.

Près de 20 000 autres personnes attendent une audition ou une décision de la Commission d'immigration et du statut de réfugié. Au total, ça fait donc plus de 35 000 revendicateurs en stand-by, sans compter les illégaux planqués à Montréal, Toronto ou Vancouver.

**Il y a actuellement plus de 35 000 aspirants réfugiés qui attendent**

Pas tout à fait Canadiens, pas vraiment réfugiés, leur vie se résume à attendre, parfois des années, qu'un fonctionnaire décide de leur destin.

Depuis sa prestation de serment, en décembre, le ministre de l'Immigration Sergio Marchi a entrepris de nettoyer les filières empoussiérées de son ministère. Un gros contrat. Il y a quelques mois, il y avait plus de 22 000 demandeurs d'asile en attente depuis plus d'un an au Canada.

Au cours des dernières semaines, 5000 d'entre eux ont finalement

obtenu leur visa d'immigrant. Les 15 000 autres dossiers pourraient être réglés d'ici la fin de l'été.

Les avocats spécialisés en matière d'immigration saluent les efforts du ministre Marchi, mais affirment qu'il faudra encore pas mal de temps avant de changer l'« appareil ».

« Les fonctionnaires sont les mêmes, constate Me William Sloan. Ça prendra du temps avant de changer leurs habitudes de travail. Sous les conservateurs, la seule section qui prenait de l'expansion, c'était celle de l'exécution en charge des déportations et des enquêtes. »

Me Julius Grey, un autre avocat montréalais qui travaille avec des réfugiés depuis des années, admet que la situation s'est beaucoup améliorée, mais « il y a encore beaucoup de travail à faire. Il faut nettoyer les dégâts du dernier gouvernement, effacer le souffle glacial de l'ancien ministre Bernard Valcourt, dit-il. Avec Bernard Valcourt, aucun motif humanitaire ne comptait, c'était NON presque automatiquement. Maintenant, on n'hésite plus à écrire au gouvernement et on gagne maintenant des causes qui étaient perdues d'avance il n'y a pas si longtemps. »

**C'est souvent le « facteur chance » qui détermine le rejet ou l'acceptation.**

À l'instar de ses confrères Julius Grey et William Sloan, Sabine Venturelli dénonce l'insensibilité de la Commission face aux motifs humanitaires invoqués par des revendicateurs. Selon elle, c'est trop souvent le « facteur chance » qui détermine le rejet ou l'acceptation d'un réfugié par la Commission.

« Ça dépend du jour de l'audition, du commissaire qui entend la cause, voire de la face du demandeur, dit-elle. J'ai gagné une cause le 23 décembre, c'est évident, c'était le dernier cas de l'année, juste avant les Fêtes... »

Ce n'est pas toujours aussi facile pour les clients de Mme Venturelli. C'est le cas, entre autres, d'Abdullah Faqeri, un jeune Afghan de 21 ans qui a fui son pays en février 1990.

Après quatre ans de démarches, une grève de la faim, un avis d'expulsion et quelques jours de détention préventive, le jeune homme n'a réussi qu'à obtenir un sursis d'un an. De toutes façons, le gouvernement ne pourrait même pas déporter Faqeri puisque l'aéroport de Kaboul est fermé à cause de la guerre civile qui déchire le pays.

L'Immigration reconnaît que la situation politique de l'Afghanistan

est proche du chaos, mais ne croit pas que la vie de Faqeri, membre de la minorité hazara, serait mise en danger dans son pays d'origine.

**Critère et Convention**

Malgré l'expérience traumatisante qu'ils vivent depuis leur arrivée au Canada, les Maraloi ont tout de même été « chanceux ». Ils ont été rapidement encadrés par des bénévoles, défendus par un avocat qui ne comptait pas ses heures, épaulés par les députés de la région et, surtout, suivis à la trace par tous les médias québécois.

À moins d'une nouvelle tuile, la famille roumaine est sur le point de gagner son pari contre la grosse machine d'Immigration Canada. Ses chances étaient pourtant bien minces.

Après avoir entendu le témoignage de Craciun Maraloi, le 22 octobre 1991, un commissaire de la section du statut de réfugié a jugé que lui et les siens ne couraient aucun risque en retournant en Roumanie. « Il est légitime, nous croyons, que des gens veuillent améliorer leur sort, changer de vie. Nous croyons que c'est ce que vous voulez faire, lit-on dans l'avis de décision. Par contre, nous, ici, nous devons déterminer si vous êtes des « réfugiés au sens de la Convention ». Nous ne croyons pas que vous soyez des réfugiés politiques (...). Vous ne répondez pas aux critères. »

Cette dernière phrase est tombée sur les Maraloi comme une tonne de briques. Les problèmes de la famille ne faisaient que commencer. Les recours légaux, les tracasseries administratives, la recherche d'appui et l'angoisse de la déportation... Trois ans d'enfer contenus dans deux petits mots : Convention et critères.

« Dans le cas des Maraloi, explique Gerry Maffre, porte-parole de l'Immigration, il n'y avait pas de mariage avec un citoyen canadien, l'unité de la famille n'était pas menacée, ce n'était pas un cas de violence conjugale et ils ne représentaient pas de contribution clef à l'économie canadienne. »

Malheureusement pour les Maraloi, le nombre d'années passées au Québec, l'apprentissage du français, l'éducation des enfants et l'intégration sociale ne font pas partie des critères de sélection des réfugiés.

« Chaque cas est réglé selon les mérites, conclut Suzanne Mayhew, porte-parole de la Commission. Les Maraloi n'ont pas été reconnus réfugiés au sens de la Convention. »

**« Il faut nettoyer les dégâts du dernier gouvernement »**

**L'apprentissage du français ne fait pas partie des critères**

## ÉDITORIAL

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIÉditeur adjoint et rédacteur en chef  
J.-JACQUES SAMSONPrésident et Éditeur:  
GILBERT LACASSEDirecteur de l'information  
ANDRÉ FORGUESAutre version  
de l'école  
publique

**C'**est un virage important que vient de prendre le conseil général de la Centrale de l'enseignement du Québec : recommander de couper le lien entre l'école et la religion.

À la suite d'un vote pris cette semaine, le conseil général de la CEQ souhaite que l'école publique devienne laïque. Pour la présidente, Mme Lorraine Pagé, laïcisation signifie qu'il n'y a ni enseignement religieux ni animation pastorale dans l'école. C'est aux Églises et aux familles que revient cette tâche.

Toutefois, l'école laïque conserve l'enseignement moral et propage les valeurs. Elle reconnaît la dimension spirituelle de la personne, bien qu'elle vide ce mot de toute référence religieuse.

Que l'école publique n'ait pas dans l'avenir de caractère confessionnel, voilà qui pourrait se conformer à l'évolution de la société québécoise. Mais que l'enseignement religieux optionnel et l'animation pastorale ne se donnent plus, voilà une position qui paraît excessive. Faut-il en arriver là pour régler le problème causé par le multiculturalisme à Montréal ?

Les élèves devront-ils laisser leur religion au vestiaire, comme ils le font de leur manteau, pour que la bonne entente règne dans l'école ? La position radicale adoptée par le conseil général de la CEQ risque de créer un nivellement qui appauvrit culturellement.

Faut-il enlever toutes les différences entre les personnes pour que l'harmonie se manifeste ? Soutenir une telle idée est d'autant plus étonnant que les religions sont devenues au Québec très tolérantes et respectueuses des traditions différentes.

Il faut aussi se rappeler que 80 à 90 % des parents choisissent l'enseignement religieux pour leurs enfants. Cela ne doit pas être écarté à la légère.

Une position plus respectueuse de tous consisterait à retirer le caractère confessionnel des écoles publiques et à continuer à offrir en option des cours d'enseignement religieux. L'école publique ne doit quand même pas aller à l'encontre du vœu de la majorité de la population québécoise.

Bien entendu, on peut écarter la religion de l'école en partant du fait que la pratique religieuse décline depuis quelques décennies et se trouve à un niveau très bas au Québec. Cette réalité fait partie des contradictions que les Québécois n'ont pas encore déchiffrées.

À notre connaissance, seule Mme Micheline Milot, professeure au département des sciences religieuses de l'UQUAM, a tenté dans son livre *Une religion à transmettre* de démêler cet imbroglio. Elle a constaté que pour les parents les enfants doivent avoir une base religieuse pour pouvoir ensuite choisir et que cela s'apprend quand on est jeune.

Bien entendu, la question de la place de la religion à l'école demeure importante. Il serait souhaitable que d'autres organismes intéressés au domaine scolaire fassent connaître leur point de vue.

La position qui deviendra celle de la CEQ après son congrès de juin est à la mesure d'être claire : l'école ne doit faire aucune référence aux religions, sauf dans des cours d'enseignement culturel des religions.

Mais pour régler le problème du multiculturalisme, faut-il pénaliser la majorité des familles québécoises ?

JEAN MARTEL



## Les 50 ans de l'École de service social

L'École de service social de l'université Laval fête cette année son 50<sup>e</sup> anniversaire. C'est au cours de l'année universitaire 1943-1944 qu'elle a ouvert ses portes, quelques années après celle de l'Université de Montréal et 25 ans après la *Montreal school of social work* (qui donna naissance à l'École de service social de l'université McGill).

Quelques centaines de personnes, anciens et nouveaux, soulignent l'événement ces jours-ci. L'occasion est belle de soulever quelques enjeux importants pour notre société sur lesquels devraient porter cette réflexion.

Le fait marquant de la vie en société occidentale depuis 50 ans est la montée de l'État-providence puis sa remise en question totale au cours des dix dernières années. Depuis la fin de la Deuxième Guerre, nous avons connu une longue période de croissance qui a contribué à développer un modèle de vie en société. Nous sommes devenus, sans trop nous soucier des conséquences, un des peuples les plus riches au monde.

Nous y sommes arrivés en bouleversant complètement le leadership de notre société, remplaçant les religieux par des universitaires laïcs; nous y sommes également arrivés en participant

à un échange inégal avec le Sud et en nous fermant les yeux sur l'écologie de la planète.

Nous avons développé pendant la même période des mesures de protection sociale tel l'assurance contre le chômage, la maladie, la perte de revenus en raison de l'âge, etc. Bref, depuis la création de l'École de service social en 1943, nous sommes devenus une société moderne; puis une société qui s'interroge sur ses solidarités, enfin une société qui questionne ses fondements.

Au moment où les membres de cette école en fêtent le cinquantenaire, le gouvernement fédéral accélère sa réflexion sur la remise en question des politiques sociales et le gouvernement du Québec adopte des mesures dont un des effets les plus évidents est de pousser des populations vers l'exclusion sociale.

Les débats entourant ces réformes ont une grande importance non seulement sur l'état du déficit public mais aussi et surtout sur les conditions de vie des citoyens; c'est à l'occasion de ces débats que les conditions de vie des plus pauvres sont examinées, que des hypothèses sont lancées; c'est aussi là que les « possibles » se font jour et que l'opinion publique se forme.

C'est là, enfin, où l'on peut prendre le pouls du consensus social sur les valeurs prioritaires dans notre société.

On l'aura deviné, l'École de service social est directement intéressée par ces questions, non seulement au plan théorique mais aussi au plan des réponses concrètes qui leur seront données. Saura-t-elle intervenir dans ces débats pour lesquels elle a développé des compétences spécifiques ? Sera-t-elle interpellée par la société pour qu'elle apporte une contribution spécifique à des questions qui la concernent au premier chef ?

L'École de service social est née dans le Vieux-Québec et a suivi les autres départements et facultés à Sainte-Foy, au tournant des années soixante. En jetant un oeil rétrospectif, on peut dire qu'elle a quitté une ville où la pauvreté est flagrante pour rejoindre la classe moyenne en banlieue.

L'École de service social de l'université Laval peut-elle être davantage présente dans les débats régionaux et faire valoir un point de vue sur des questions comme la paupérisation de la ville de Québec, le développement des régions rurales, la montée de l'intolérance et de ses formes urbaines ?

La crise économique et la crise de l'État-providence frappent durement la population dans ses conditions de vie. À un autre niveau, elles frappent aussi les intervenants sociaux de plein fouet. C'est dans le face-à-face quotidien avec des humains qui vivent la pauvreté que les travailleurs sociaux ressentent les effets d'une crise sur laquelle ils ont bien peu de pouvoir.

Malheureusement, ici comme dans tous les secteurs d'activités, la crise de société que nous vivons pousse à régler les problèmes à court terme et à négliger le long terme. L'École de service social répond à de multiples exigences, surtout celles qui viennent de sa mission pédagogique et de sa mission de recherche.

Cependant, elle doit résister aux pressions qui lui feraient reléguer au second plan sa mission de service à la communauté; cette dernière est en droit de s'attendre à ce que l'École de service social de l'université Laval contribue au débat public sur les grands enjeux sociaux mais aussi sur les enjeux régionaux pour lesquels elle détient une compétence spécifique.

M. Hurtubise est professeur titulaire, directeur du Laboratoire de recherche de l'École de service social; il s'exprime ici en son nom personnel.

## Témoignage

## Sur la fermeture d'un théâtre...

par MARYELLE KIROUAC

Doit-on accepter sans se poser de questions la fermeture du théâtre de Paul Hébert ?

D'aucuns me disent que c'est dommage, d'autres, que c'est bien triste, d'autres encore « qu'il y a peut-être trop de théâtres en été, à Québec » ou que le ministère de la Culture ne peut intervenir puisqu'il ne subventionne pas les théâtres d'été... à quelques exceptions près, cependant.

Doit-on se baser sur les saisons pour attribuer de l'aide sans égard au contenu ? Qu'il s'agisse de créations d'auteurs québécois, de comédies, de drames ou d'oeuvres de répertoire, si le produit est diffusé l'hiver, il est admissible ! Et si c'est l'été, ça n'a plus aucune valeur culturelle ?

On sait très bien que la majorité des directeurs de théâtres en été ne veut pas et n'a pas besoin d'aide gouvernementale puisqu'ils arrivent à rentabiliser leurs entreprises qui sont, pour la plupart, à but lucratif.

Mais dans le cas du Théâtre Paul-Hébert, organisme à but non lucratif, dès la naissance de ce projet multidisciplinaire, il était prévisible qu'une aide gouvernementale et/ou des partenaires financiers additionnels seraient nécessaires puisque la vocation même du volet théâtre en était une de « théâtre de répertoire » (distribution importante, costumes d'époque, etc.). Rappelons-nous le Bourgeois gentilhomme, Pygmalion...

Pourquoi ce théâtre n'entre-t-il pas dans le « tiroir » des exceptions ? La question fondamentale que je me pose : sur quels critères les gestionnaires des fonds publics se basent-ils pour attribuer les sommes d'argent des contribuables, en matière de culture ? Quand venons-nous en application le lien des cahiers de charges pour l'attribution des subventions, comme cela existe depuis des décennies dans les pays européens ?

Si cette procédure était appliquée ici, au Québec, nous nous assurerions d'une certaine « justice » puisque le demandeur se verrait obligé de remplir le mandat tel qu'il l'aurait lui-même défini et pour lequel il recevrait de l'aide, sous peine de n'avoir pas accès au renouvellement, l'année suivante.

Au Québec, on est tenté de dire « subventionné un jour, subventionné toujours ».

Nous avons depuis peu un ministère de la Culture, un Conseil des arts et des lettres. Ces deux organismes ne seraient-ils une fois de plus que les nouveaux chapeaux d'une manipulation politique habile qui réussit à anesthésier les créateurs au point qu'ils acceptent sans réagir que les grands idéaux n'aient plus de place à Québec ?

Mme Kirouac est directrice générale du Théâtre La Fenière et L'Ancienne-Lorette.

## Votre Opinion

## De 1976 à 2002

À la suite de l'éditorial de J.-Jacques Samson qui a été publié dans LE SOLEIL du 22 février, laissez-moi vous exprimer mon parfait désaccord.

M. Samson disait et je cite « Il n'y a pas de rapport direct entre leur montée sur le podium (allusion à Myriam Bédard et Jean-Luc Brassard) et la décision qui doit être prise collectivement sur l'organisation ou pas des Jeux à Québec ».

Bien voilà dans mon esprit il n'y a rien de plus faux. Allez donc justement demander à tous les jeunes de l'époque (et moins jeunes) si les Jeux de 1976 ne les ont pas influencés ? Croyez-vous vraiment que les Jeux olympiques ne changent pas la vie de nos jeunes et cela d'une manière extrêmement positive ?

Oh ! Assurément ça va nous prendre des gestionnaires compétents pour ne pas sombrer dans l'abîme du Stade de Montréal. Je crois que depuis 1976 notre société a grandi et est parfaitement mature et prête à éviter les erreurs du passé.

Donnons-nous une chance une fois pour toutes de nous élever plus haut que le marécage de l'étroitesse d'esprit à ce moment-ci je pense que tout le négatif sur Québec 2002 a été dit ! A partir de maintenant regardons toutes les retombées positives.

Je ne parlerai pas de la réussite d'Albertville ni du fait que le peuple norvégien est plus petit en nombre (dis-je bien) que nous. Non, je ne veux pas entrer dans les exemples de comparaisons. Je laisse ça à d'autres.

Moi, je veux surtout vous dire que la raison même des Jeux en est une d'accomplissement de l'être humain. Si vous avez un jour à vous prononcer sur le fait d'avoir ou pas avoir les Jeux à Québec, bien pensez à moi et à des dizaines de milliers de gens qui ont arrêté de fumer et qui font des activités physiques depuis l'avènement des Jeux de 1976. Et bien ces gens-là ne coûtent pas des millions de dollars en soins hospitaliers car ils sont en forme et bien dans leur peau.

Michel Houde  
Québec

## DPJ léthargique

Les critiques formulées en certains milieux à l'endroit de la DPJ (Direction de la protection de la jeunesse) nous ramènent au rôle que doit remplir cet organisme.

Ainsi, une fois émis le jugement de Cour concernant tel ou tel jeune en difficulté d'adaptation, la DPJ le prend-elle sous sa responsabilité : elle le confie à une famille d'accueil, elle associe celle-ci à la précision des objectifs à poursuivre, elle la consulte sur les moyens à mettre en oeuvre, elle lui apporte l'aide et le support requis, etc.

Une personne-ressource maintient le lien entre l'établissement et la famille d'accueil en vue d'assurer de façon continue le bien-être du jeune. La mise en application de ces objectifs suppose donc une collaboration franche et entière entre les parties en cause, le succès de l'oeuvre éducative en dépend.

Or les critiques portent sur l'écart qui existe entre la théorie et la pratique. Voici l'énoncé de quelques critiques : 1 — Le seul

souci de la DPJ serait de trouver au jeune une famille d'accueil. 2 — Celle-ci ne serait pas associée à la formulation des objectifs à poursuivre. 3 — Les visites auprès du jeune ou de la famille d'accueil seraient rares ou inexistantes...

Les auteurs de ces critiques se posent alors des questions dont voici les principales : 1 — Suffit-il de confier le jeune à une famille d'accueil ? 2 — Qui doit prendre l'initiative d'assurer un suivi de qualité ? Si les rencontres ne se font que de façon sporadique, que peut-on inscrire dans le dossier du jeune ou de la famille d'accueil ?

Si ces critiques sont fondées, l'on peut donc conclure que la DPJ est en léthargie. Qui va la réveiller ? Les familles d'accueil ? Le gouvernement ? Le public ? À moins que cet organisme ait besoin d'une refonte en profondeur et que l'on y engage que des personnes vraiment soucieuses de la protection et de l'éducation des jeunes en difficulté d'adaptation !

Roger Bellavance  
Sainte-Foy

**DOSSIER**

**Élections en Afrique du Sud**

**«Avocats sans frontières» au rendez-vous de l'histoire**

MIRABEL — Andrew Orkin refuse net de commenter la situation politique. Ce qu'il redoute le plus, c'est de débarquer à Johannesburg avec une étiquette « anti-apartheid » ou « pro-élection » collée au front. Il sera un observateur neutre, respectueux de toutes les tendances, aux premières élections démocratiques et multiraciales d'Afrique du Sud. À Mirabel, une heure avant le grand départ, il se sent comme un « avocat sans frontières ».

« Si nous voulons être en mesure de faire convenablement notre job, si nous voulons que les gens nous fassent confiance, nous devons nous abstenir de tout parti pris. »

La semaine dernière, les sept juristes canadiens de la mission de l'ABC ont reçu un briefing de quatre jours à Ottawa. « Les experts nous ont fait comprendre que la situation était très survoltée, très explosive. Qu'il fallait être très prudent et observer la plus stricte objectivité, non seulement en ce qui touche la situation politique, mais aussi la procédure électorale et la réforme constitutionnelle également sources de litige. Cela pour que notre présence ait une influence apaisante sur la population et pour notre propre sécurité. Le gouvernement sud-africain ne veut pas que les observateurs se fassent descendre », laisse tomber le coordonnateur.

Andrew Orkin ne veut pas qu'on se méprenne. « Cette élection, c'est un événement authentiquement sud-africain. Ce n'est pas une élection organisée par les Nations unies. C'est l'Afrique du Sud qui mène le jeu, qui édicte les règles et nous, les observateurs,

servir le grand changement de cap. Et en Afrique du Sud aussi, ils seront disséminés sur tout le territoire. »

**Le KwaZulu, le point d'interrogation de cet événement**

« Nous sommes sept juristes et le rapport que nous voulons remettre à la Commission électorale indépendante à l'issue du scrutin sera un véritable compte rendu juridique, souligne Orkin. D'où la nécessité d'avoir une vue globale de la situation et l'idée de nous disperser aux quatre coins de la république ». C'est ainsi que deux délégués de l'ABC iront au Cap, un à Port Elizabeth à l'est, deux dans le nord et un dans le sud du Transvaal et un dernier dans l'État libre d'Orange. Mais aucun dans la province du Natal, château fort du chef Mangusuthu Buthelesi, où après plusieurs explosions de violence qui ont fait des centaines de morts dans l'enclave du KwaZulu, l'état d'urgence a été décrété la semaine dernière.

« Oxfam Canada possède un bureau à Durban et envoie 20 personnes au Natal. Nous avons renoncé à nous y rendre parce que cela aurait fait trop de Canadiens au même endroit », explique le Sud-Africain d'origine forcée de reconnaître que le KwaZulu, qui menace Pretoria de guerre civile, demeure le grand point d'interrogation de cette élection historique.

Mais il n'en doute pas un instant — pas plus d'ailleurs que ses trois collègues Manon Hardy de Montréal, Sylvia Guertin de Winnipeg et Linda Rock de Terrace, C.-B., avec lesquelles il s'envolait pour Londres jeudi soir — les élections auront lieu malgré le



La grande aventure a commencé jeudi soir, à Mirabel, pour Linda Lock, de Terrace, en Colombie-Britannique, Andrew Orkin, d'Ottawa et Montréal, Sylvia Guertin, de Winnipeg, et Manon Hardy, de Montréal, tous avocats de profession.

mouvement de boycott. « Le président De Klerk à la tête de la communauté blanche, le plus populaire leader noir Nelson Mandela et le juge Krieger, le juriste le plus respecté du pays, tous trois disent que les élections doivent se tenir comme prévu et mettent en garde contre les conséquences absolument imprévisibles et catastrophiques d'un échec. Je prends leur parole. »

Selon les chiffres disponibles, ils sont 18 millions de Noirs, dont plus de la moitié sont illettrés, qui participeront pour la première fois, les 26, 27 et 28 avril, à l'élection du gouvernement sud-africain. De ce nombre, quatre millions sans pièce d'identité ne pourront pas exercer leur droit. Mais il y a pire. Andrew Orkin soutient que la population de la RAS, généralement estimée à 40 millions, est impossible à chiffrer.

« Le pays ne possède pas de liste électorale complète. Personne ne sait si l'Afrique du Sud compte 25 ou 35 millions de Noirs. La po-

population de Soweto, le plus gros township noir de l'agglomération urbaine de Johannesburg, est officiellement évaluée à un million. Mais ce sont peut-être trois millions ou même quatre millions », signale le spécialiste des droits de la personne qui explique qu'à cause de la loi qui interdit aux Noirs de vivre plus de quatre sous le même toit, les gens ne s'obstinent pas. « Ils déclarent les quatre membres réglementaires aux recenseurs même si c'est de notoriété publique qu'ils sont 12 ou 15 dans la maison. »

**18 millions de Noirs, plus de la moitié illettrés, participeront à l'élection**

Depuis son installation au Canada, Andrew Orkin est retourné au moins trois fois en Afrique du Sud où il a encore un frère et une sœur. Mais il avoue franchement

que ce voyage-ci, à titre d'observateur des premières élections multiraciales dans sa terre natale, c'est un moment de grande émotion pour lui. « Je suis tout ému. C'est indubitable! Je suis Canadien par choix et j'ai pris racine ici. Mes deux enfants sont nés en Colombie-Britannique. Mais j'ai toujours des liens affectifs avec l'Afrique du Sud. C'est inévitable », dit l'avocat qui a élu domicile à Montréal.

Orkin, qui comme ses collègues sacrifie un mois de revenus pour être présent en Afrique du Sud à ce tournant de l'histoire et paiera « de sa poche » ses frais d'hébergement malgré une subvention de 20 000 \$ de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à la mission, est impatient d'utiliser ses connaissances pour autre chose que rédiger des contrats ou des testaments. « C'est l'occasion de mettre notre savoir au service d'un événement qui risque de faire une vraie différence », dit l'avocat sans frontières.

**«...nous devons nous abstenir de tout parti pris»**



par Monique GIGUÈRE

Des opinions sur la violence qui s'intensifie en République d'Afrique du Sud (RAS) à mesure qu'approchent les élections des 26-28 avril, le coordonnateur de la délégation de sept observateurs de l'Association du Barreau canadien (ABC) en a pourtant. Et comment! Né à Johannesburg en 1953, l'avocat de 41 ans a passé plus de temps dans son Afrique du Sud natale que dans son Canada d'adoption. Ni Hollandais ni Anglais d'origine mais de souche germano-russe, il ne nie pas que sa décision d'immigrer au Canada en 1977 à l'âge de 25 ans n'était pas étrangère à la politique raciste de son pays. « Inévitablement! » lance-t-il.

Spécialiste en droits de la personne qui travaille surtout avec les autochtones, Andrew Orkin affiche bien haut ses couleurs au Canada. Mais en tant qu'observateur dans son ancien patelin de Johannesburg, il veut à tout prix éviter qu'on le voit arriver là-bas comme un adversaire de l'apartheid. « Vous avez toutes les tendances en Afrique du Sud, de l'extrême-droite blanche pro-apartheid au traditionaliste parti zoulou Inkatha opposé aux élec-

nous acceptons ses décisions et son leadership », insiste l'ex-Johannesbourgeois qui considère comme un grand privilège sa présence en Afrique du Sud au moment où la patrie de l'apartheid s'apprête à secouer des siècles de domination blanche.

**Cent Canadiens**

Les sept délégués du Barreau, trois hommes et quatre femmes représentant toutes les régions sauf les Maritimes, seront un petit noyau au sein de la masse de 3000 observateurs, dont une centaine de Canadiens, venus du monde entier au pays de Frederik De Klerk et de Nelson Mandela ob-

**LE YÉTI S'INSTALLE À STONEHAM**



**Profitez du pré-abonnement «Yéti-maniaque 94/95»!**

**-15%** Il vous offre 15% de réduction sur les tarifs réguliers d'abonnement de la saison 1993-94. **Abonnez-vous dès maintenant et profitez de rabais avantageux.**

**12 MOIS SANS INTÉRÊTS** La possibilité d'étaler le paiement sur 12 mois, sans frais et sans intérêts si vous vous abonnez avant le 15 avril 1994. Abonnement disponible à partir de 15\$ par mois.

**100% REMBOURSABLE** Sans risque, puisque entre le 1<sup>er</sup> et le 15 octobre 1994, vous pourrez modifier ou annuler votre abonnement et vous faire rembourser à 100%.

**LE YÉTI EST VITE SUR SES SKIS!** Dès l'automne 1994, le prolongement de l'autoroute 73 vous permettra de venir à Stoneham encore plus vite et en toute sécurité. Vous pourrez ainsi passer plus de temps sur les pentes, parole de Yéti!

**Ski Stoneham** Tél.: (418) 848-2411

Vous avez perdu vos dents?



Tournez-vous vers les implants dentaires et retrouvez la joie de vivre!

La perte de la dentition est lourde de conséquences:

- 1) perte de confiance en soi;
- 2) effondrement et vieillissement accélérés du visage;
- 3) plaisirs de la table gâchés.

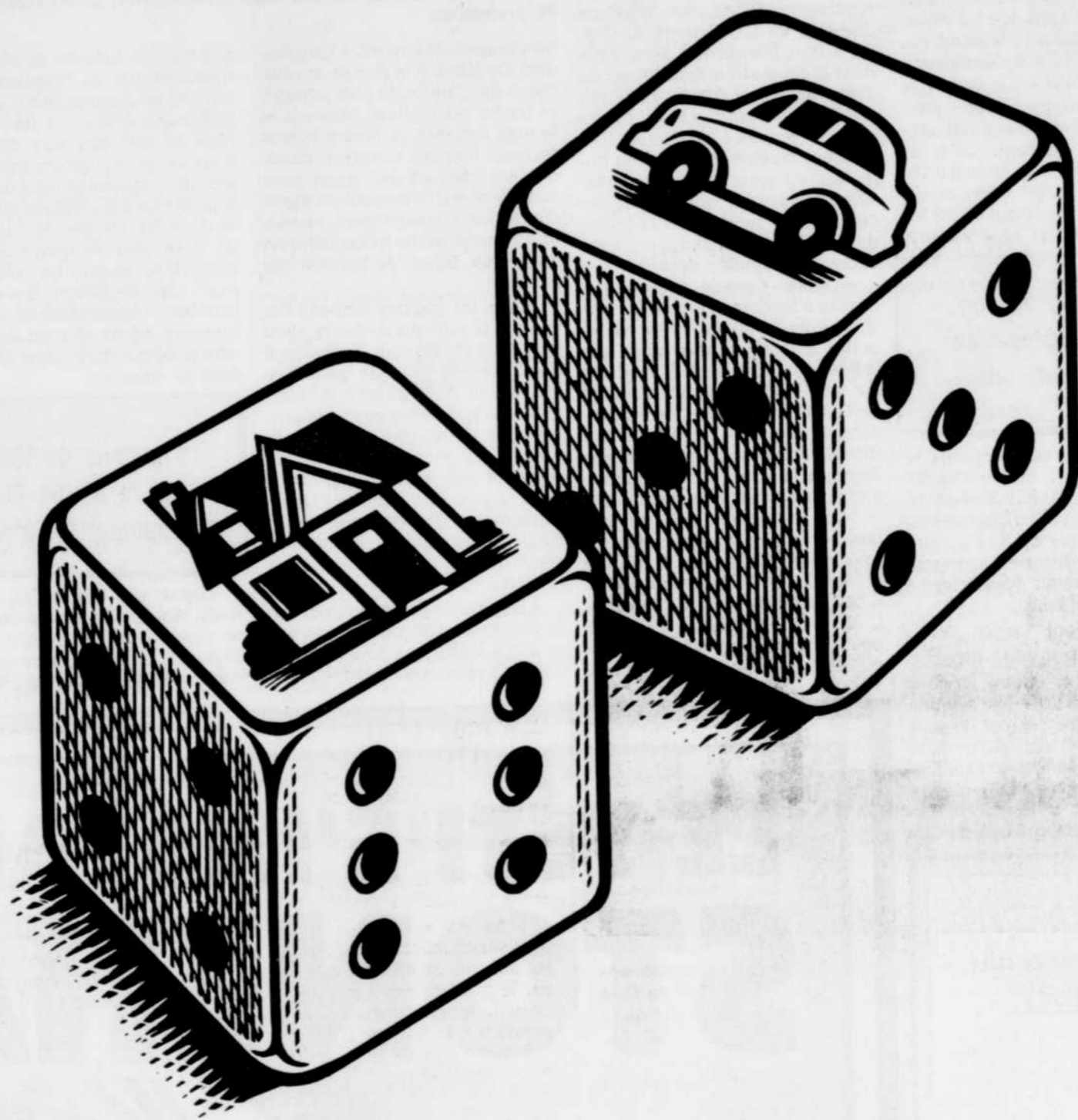
SERVICE COMPLET D'IMPLANTOLOGIE DEPUIS 1988

**pierre dupont** chirurgien-dentiste

(418) 527-1850 / 1-800-268-1850

Regardez les émissions du Dr Pierre Dupont sur les implants dentaires: Télévision Quatre Saisons, câble 13: "LE SAVIEZ-VOUS" le dimanche de 11 h 30 à 12 h

# Faire un coup double, c'est payant.



En assurant à la fois l'auto et la maison, avec les Assurances générales des caisses Desjardins, vous profitez de l'Avantage double contrat.

## 5 % de rabais sur votre assurance habitation !

Un rabais de 5 % sur la prime de base de votre assurance habitation vous est offert automatiquement.



## L'option Bonne Route sans frais !

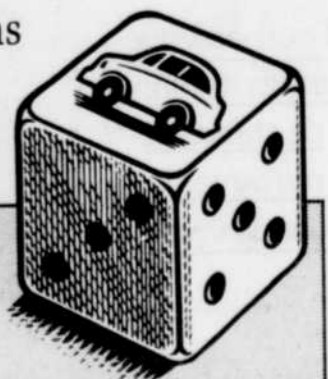
Vous bénéficiez de cinq protections complémentaires à toute épreuve pour votre assurance auto, une valeur moyenne de 55 \$ par année.

## L'Assistance juridique Desjardins sans frais !

L'Assistance juridique Desjardins, un service unique d'information téléphonique sans frais, vous permet de parler directement à un spécialiste (avocat ou notaire) autant de fois que vous le voulez. Par exemple, vous pouvez obtenir des renseignements de base d'ordre juridique concernant vos activités entourant la propriété ou l'usage de votre habitation ou de votre automobile.

Passez voir un agent à votre caisse Desjardins ou téléphonez maintenant au

**835-9272** ou au **1 800 567-2423**.



Si vous détenez déjà vos assurances auto et habitation chez Desjardins, vous bénéficiez automatiquement de :

- l'option Bonne Route sans frais lors de votre prochain renouvellement auto;
- 5 % de rabais sur votre assurance habitation lors de votre prochain renouvellement habitation;
- l'Assistance juridique Desjardins lors du premier de vos deux renouvellements.



**Assurances générales  
des caisses Desjardins**

Des conditions d'admissibilité s'appliquent et certaines garanties sont assujetties à des limitations et à des exclusions. Seules les polices d'assurances peuvent servir à trancher les questions d'ordre juridique.



**Desjardins** L'incroyable force de la coopération.